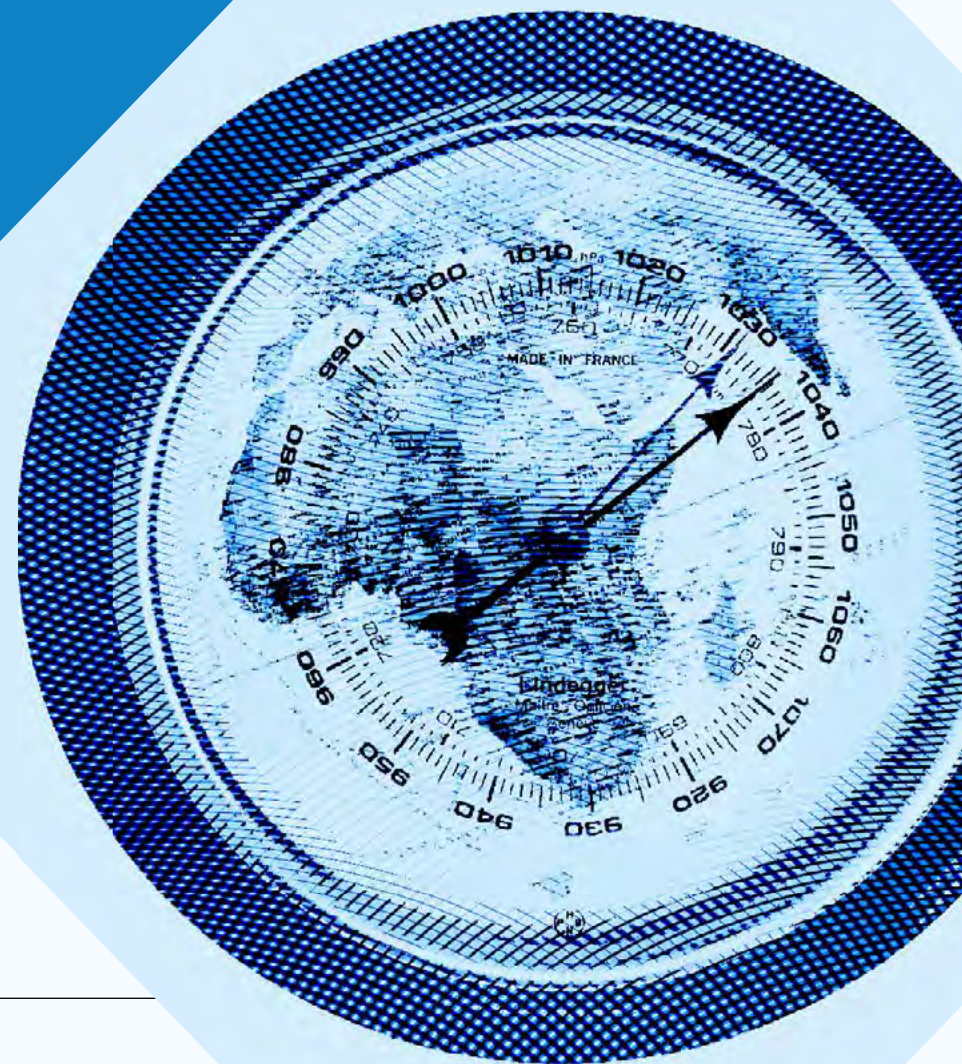


# BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**Perception des grands défis  
planétaires et connaissance des  
Objectifs de développement  
durable par les Français-es  
à mi-parcours de  
l'Agenda 2030**

SEPTEMBRE 2023

FOCUS2030.ORG



# INTRODUCTION

En 2015, les États membres des Nations unies adoptaient les Objectifs de développement durable (ODD), une feuille de route progressiste, ambitieuse et universelle visant à relever simultanément les grands défis planétaires en mobilisant la communauté internationale, les gouvernements, les collectivités locales, le secteur privé, les associations et les citoyennes et les citoyens autour de l'« Agenda 2030 », une série de 17 objectifs chiffrés visant à réduire drastiquement la pauvreté et les inégalités dans un contexte pacifié tout en préservant l'environnement, la biodiversité et le climat d'ici 2030.

À mi-parcours de la date butoir, 2023 constitue l'occasion pour l'ONU et de nombreuses parties prenantes de dresser un état des lieux de la réalisation de chacun des 17 ODD, cette « transition écologique et sociale mondiale », en identifiant les progrès mais également les contraintes observés dans leur atteinte, pays par pays et région du monde par région du monde.

Définir et mener des politiques publiques visant à réduire les inégalités, offrir des opportunités pour le plus grand nombre et protéger la planète suppose que les gouvernants et les corps intermédiaires soient éclairés sur l'ampleur des mesures à prendre pour tenir la promesse de l'Agenda 2030.



## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



C'est dans ce cadre que la France a fait part en juillet 2023 de son engagement dans l'atteinte des ODD en rendant compte de sa Revue nationale volontaire auprès des Nations unies.

Il importe tout autant de sensibiliser et mobiliser dans cette perspective de changement les citoyennes et les citoyens, sans que tout effort serait vain, voire contesté. Or, force est de constater qu'en France, cet agenda international qui devrait mobiliser la société dans son ensemble semble encore réservé à une élite éclairée.

C'est ce que ce Baromètre de la solidarité internationale de Focus 2030 entend précisément mesurer : saisir la prise de conscience citoyenne des Objectifs de développement durable et les principes qui les fondent à partir d'une série d'enquêtes par sondage réalisées en France dans le cadre du projet de recherche action Development Engagement Lab.

Quel degré de connaissance des Objectifs de développement durable observe-t-on en France huit ans après leur adoption ? Dans quelle mesure nos concitoyen-ne-s considèrent que la France a un rôle à jouer dans la marche du monde et le combat pour la justice sociale et environnementale ? À quelle hauteur la France devrait-elle contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030, notamment financièrement ? C'est à ces questions que cette étude entend répondre.

### **Dresser le bilan de l'Agenda 2030 et remobiliser la communauté internationale**

Alors que le monde avait progressé dans la réalisation des ODD entre 2015 et 2019, *la revue à mi-parcours de l'Agenda 2030* réalisée par les Nations unies dresse un constat sans appel : plus de la moitié du monde est, de fait, laissée de côté. Les progrès observés jusqu'alors ont marqué le pas, tout

particulièrement en raison de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine, deux crises qui ont notamment entraîné une hausse des prix fulgurante affectant en particulier l'accès aux denrées alimentaires, à l'énergie et au crédit, sans compter un aggravement des inégalités en santé, de genre et entre les plus riches et les plus pauvres. A ces événements s'ajoutent la crise environnementale, les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et les multiples pollutions dont l'étendue s'avère de plus en plus dévastatrice. Autant de turbulences générant des effets majeurs sur les populations les plus vulnérables et les pays en développement. Huit ans après l'adoption des ODD, ce n'est pas la convergence entre pays riches et pays pauvres promise que nous observons mais bien une divergence de leurs trajectoires de développement.

A mi-parcours, le bilan de l'Agenda 2030 est amer. Sur 37 % des 17 ODD, on n'observe aucun progrès depuis 2015, sinon une

régression que l'on songe à la pauvreté, la faim et au climat. Sur près de la moitié des 17 ODD (48 %), les progrès sont très largement insuffisants. Seules 15 % des cibles sont en voie d'être atteintes d'ici 2030, avec quelques avancées en matière environnementale sur l'ODD 12 (consommation et production responsables), l'ODD 14 (la vie sous l'eau) et l'ODD 15 (la vie sur terre). Cependant, ces progrès sont maigres et circonstanciés. Ce qui fait dire au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, que « *si nous n'agissons pas maintenant, l'Agenda 2030 pourrait devenir l'épitaphe d'un monde qui aurait pu être* ».

L'absence de volontarisme des pays les plus riches mériterait d'être pointée du doigt : les différentes promesses de solidarité émanant des pays aux économies les plus vaillantes n'ont tout simplement pas été tenues. L'engagement datant de 1970 et réitéré en 2015 de redistribuer 0,7 % du RNB à l'aide au développement n'est

toujours pas atteint, pas davantage que les 100 milliards de dollars promis chaque année depuis 2020 pour lutter contre les changements climatiques. Pendant ce temps, comme un cercle vicieux, les inégalités continuent de s'accroître au rythme où les marchés financiers imposent aux pays en développement des taux d'intérêt jusqu'à huit fois supérieurs à ceux des pays développés, accroissant leur endettement à des niveaux historiques et réduisant d'autant leur capacité à prendre leur destin en main.

### **Remettre les Objectifs de développement durable sur la bonne voie**

La communauté internationale aura l'occasion de remettre l'Agenda 2030 à l'agenda durant les prochaines échéances internationales, à commencer par les 18 et 19 septembre 2023 où se tient à New York le

Sommet sur les Objectifs de développement durable, qui prévoit de mobiliser un grand nombre de chef·fe·s d'État et de gouvernement qui souscriront à une déclaration politique. Suivront en novembre 2023 la COP28, qui devra opérationnaliser les engagements de l'Accord de Paris sur le climat, et en 2024 le Forum des Nations unies sur le financement du développement et le Sommet de l'avenir qui se tiendront parallèlement aux présidences italienne et brésilienne des G7 et G20, où l'Union européenne et la France pourront être moteurs pour revigorer un multilatéralisme à la peine dans un monde plus fracturé que jamais.



# ENSEIGNEMENTS-CLEFS

## LES FRANÇAIS-ES MÉCONNAISSENT LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET L'AGENDA 2030

# 11%

En France, 11 % des citoyen-ne-s déclarent connaître précisément les ODD. Cette proportion stagne depuis 2019.



La connaissance des ODD est corrélée avec l'âge et le niveau d'études. Les jeunes de 18 à 34 ans sont toutes choses égales par ailleurs mieux informés que leurs aînés (+14 points).

# 2%

Seulement 2 % des Français-es ont à la fois connaissance de l'échéance des ODD, de leur nombre ainsi que de leur champ d'application géographique.



Les 18-34 ans sont plus optimistes que la moyenne des Français-es quant à l'avenir de la planète.

# ENSEIGNEMENTS-CLEFS

## LES FRANÇAIS-ES SONT PESSIMISTES SUR LA MARCHÉ DU MONDE MAIS SOUTIENNENT UNE PLUS GRANDE IMPLICATION DE LEUR GOUVERNEMENT POUR FAIRE FACE AUX GRANDS DÉFIS PLANÉTAIRES

# 60%

D'ici 2030, 60 % des Français-es estiment qu'il est (très ou assez) improbable d'éradiquer la pauvreté mais et 46 % envisagent comme invraisemblable une réduction des émissions carbone.

# 44%

44 % des Français-es s'accordent à l'idée que la France produise davantage d'efforts pour « réduire la pauvreté, les inégalités, la faim, l'accès à la santé et l'éducation, et l'impact du changement climatique d'ici à 2030 ».

# 64%

64 % des personnes interrogées en France souhaitent un maintien ou une augmentation de l'aide publique au développement (APD) à destination des pays les plus pauvres. Cette proportion s'accroît drastiquement depuis 2013 (+ 17 points).



Les plus jeunes (18-34 ans) sont proportionnellement plus nombreux (43 %) à souhaiter une augmentation de l'APD que la moyenne des Français-es (30 %).

# ENSEIGNEMENTS-CLEFS

## UNE LARGE MAJORITÉ DES FRANÇAIS-ES SOUTIENT L'ADOPTION DE TAXES INTERNATIONALES POUR FAIRE FACE AUX GRANDS DÉFIS PLANÉTAIRES

**61%**

61 % des personnes interrogées soutiennent le principe d'un nouvel impôt mondial prélevé sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les grandes entreprises qui font des profits à l'échelle du monde.

**2%**

Deux-tiers des Français-es se déclarent favorables à l'idée que 2 % de la richesse mondiale soit redistribuée pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques.

**53%**

53% se prononcent en faveur d'une action de la France pour instaurer une taxe européenne sur les transactions financières pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques.

**55%**

55 % reconnaissent que l'impact des problèmes mondiaux (changements climatiques, conflits armés, pandémies) « sur leur vie quotidienne » s'est accru par rapport aux trois dernières années.



## ENSEIGNEMENTS-CLEFS

### UNE EXCEPTION FRANÇAISE : UN NIVEAU DE SENSIBILITÉ TRÈS ÉLEVÉ À L'ÉGARD DES ENJEUX D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES À L'ÉCHELLE DU MONDE

**70%**

70 % des personnes interrogées considèrent qu'il est important que la France soutienne les organisations qui défendent les droits des femmes dans le monde.

**57%**

57 % des Français-es approuvent le principe d'une « diplomatie féministe » menée par la France pour faire progresser l'égalité femmes-hommes à l'échelle planétaire.

**53%**

53 % considèrent que le gouvernement devrait faire plus d'efforts en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde, un taux bien supérieur à ceux observés en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

# ENSEIGNEMENTS-CLEFS

## LES FRANÇAIS-ES PERÇOIVENT LE « DÉVELOPPEMENT » SOUS L'ANGLE DE L'ÉQUITÉ ET DE LA SOLIDARITÉ



Pour soutenir le développement des pays les plus pauvres, les Français-es prônent avant tout la fin des pratiques néfastes qu'elles soient économiques (extraction des matières premières), politiques (soutien aux régimes corrompus) ou culturelles (encouragement à la fuite des cerveaux).



La moitié des Français-es déclare soutenir l'idée d'attribuer plus ou autant de pouvoir que les pays riches aux pays pauvres dans les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le FMI.



« Solidarité », « coopération », et « partenariat » sont les principes qui devraient guider les politiques publiques menées en faveur des pays les plus pauvres selon les Français-es.



# SOMMAIRE

**INTRODUCTION**

**ENSEIGNEMENTS-CLEFS**

**SOMMAIRE**

**VAGUES D'ENQUÊTES PRISES EN COMPTE  
ET MARGE D'ERREUR**

**01. LA MÉCONNAISSANCE DE L'AGENDA 2030  
HUIT ANS APRÈS SON ADOPTION**

Des Objectifs de développement durable encore et toujours méconnus

Une connaissance plus répandue des ODD en France qu'en Allemagne, Grande-Bretagne et aux États-Unis

Seul un quart des Français-es connaît l'échéance de l'Agenda 2030

Le caractère universel des ODD méconnu

Le nombre d'ODD échappe au grand public

Une connaissance précise des ODD rare mais un peu plus élevée chez les jeunes

2	Un certain pessimisme quant à la probabilité d'éradiquer la pauvreté et réduire les émissions carbone d'ici 2030	24
6	Un engagement conséquent des Français-es en faveur de la lutte contre la pauvreté dans le monde	25
11	Une aspiration citoyenne en faveur d'une plus grande implication de la France pour atteindre les Objectifs de développement durable	26
14		
14	<b>02. LE SOUHAIT D'UN PLUS GRAND ENGAGEMENT FINANCIER DE LA FRANCE POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE MONDE</b>	<b>27</b>
16		
17	Une surprenante dynamique citoyenne en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement depuis décembre 2013	28
19	Des disparités sociodémographiques dans le soutien à l'aide publique au développement	30
20	Un fort soutien en faveur d'une taxe mondiale pour lutter contre la pauvreté dans le monde et les changements climatiques	31
21		
22	Un fort soutien citoyen en faveur d'une taxe sur les transactions financières européenne	33
23	Un consensus en faveur d'une meilleure redistribution de la richesse mondiale ?	35

**03. UN SOUTIEN INDÉFACTIBLE À L'ÉGALITÉ DE GENRE  
DANS LE MONDE : UNE EXCEPTION FRANÇAISE ? 47**

L'attente partagée de l'égalité entre les femmes et les hommes 38

L'adhésion au principe d'une diplomatie féministe 39

Le souhait de plus d'efforts du gouvernement  
pour faire triompher l'égalité femmes-hommes dans le monde 40

**04. LES FRANÇAIS-ES ET LE RESTE DU MONDE - ATTENTES  
ET COMPRÉHENSION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 42**

La découverte des nouveaux visages de la mondialisation 43

La perception de l'impact de la guerre en Ukraine ici et là-bas 44

La distinction des causes et conséquences des changements  
climatiques en fonction des pays 46

La prise de conscience que les pandémies  
justifient une solidarité internationale 48

L'attente d'un meilleur partage du pouvoir  
entre pays riches, pauvres et émergents 50

**05. POINTS DE VUE DES FRANÇAIS-ES  
SUR LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE  
ET LES MOTS POUR LE DIRE 52**

Aider autrement les pays à faible revenu 53

Nommer précisément les enjeux de développement  
et faire référence à l'idée de solidarité 54

Solidarité, partenariat et coopération :  
la recette idéale en matière de développement ? 58

Divergences de visions sur la manière de penser  
les relations entre la France et les pays d'Afrique 59

**CONCLUSION 61**

**MÉTHODOLOGIE 62**

**PRÉSENTATION DE FOCUS 2030 65**



# VAGUES D'ENQUÊTES PRISES EN COMPTE ET MARGE D'ERREUR

Les résultats présentés dans ce Baromètre de la solidarité internationale de Focus 2030 sont basés sur des enquêtes en ligne réalisées par l'institut YouGov dans le cadre du projet de recherche-action Development Engagement Lab (DEL), porté par UCL et Birmingham University.

La plupart des données présentées sont issues des vagues d'enquêtes suivantes menées auprès d'un panel représentatif de la population française :

- Sondage réalisé entre le 19 mai et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes
- Sondage réalisé entre le 20 février et le 1er mars 2023 auprès d'un échantillon de 2 046 personnes
- Sondage réalisé entre le 30 septembre et le 4 novembre 2022 auprès d'un échantillon de 6 051 personnes
- Sondage réalisé entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon de 2 070 personnes
- Sondage réalisé entre le 13 et le 21 janvier 2022 auprès d'un échantillon de 2 107 personnes
- Sondage réalisé entre le 21 septembre au 12 octobre 2020 auprès d'un échantillon de 6 001 personnes.

Certains de ces résultats sont affinés à partir des vagues d'enquête réalisées dans le cadre du projet Development Engagement Lab (DEL) dans les trois autres pays couverts par DEL : Allemagne, Grande-Bretagne (ou Ro

## MARGE D'ERREUR

La marge d'erreur permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en fonction de la taille de l'échantillon. Si d'habitude le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis que ce calcul reste pertinent pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas supposés représenter une population nationale.

Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](http://Focus2030.org) et sur [Development Engagement Lab](http://DevelopmentEngagementLab)



**Pour mieux comprendre :** pour un échantillon de 2000 personnes interrogées, en retenant un niveau de confiance à 95 %, la marge d'erreur est égale à 2 points de pourcentage. Par exemple, si 20 % des Français-es déclarent que [...], il y a 95 % de chances que le pourcentage réel soit compris entre 18 % et 22 % (plus ou moins 2 points de pourcentage).

Niveau de confiance	5 ou 95	10 ou 90	15 ou 85	20 ou 80	25 ou 75	30 ou 70	35 ou 65	40 ou 60	45 ou 55	50 ou 50
Echantillon N	95	90	85	80	75	70	65	60	55	50
50	6,2	8,5	10,1	11,4	12,3	13	13,5	13,9	14,1	14,2
75	5	6,9	8,2	9,2	10	10,5	11	11,3	11,4	11,5
100	4,4	6	7,1	8	8,7	9,2	9,5	9,8	9,9	10
125	3,9	5,4	6,4	7,2	7,7	8,2	8,5	8,8	8,9	8,9
150	3,6	4,9	5,9	6,6	7,1	7,5	7,8	8	8,1	8,2
200	3,1	4,3	5,1	5,7	6,1	6,5	6,8	7	7	7,1
250	2,7	3,8	4,5	5	5,5	5,8	6	6,2	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,1	4,6	5	5,3	5,5	5,7	5,8	5,8
400	2,2	3	3,6	4	4,3	4,6	4,8	4,9	5	5
500	2	2,7	3,2	3,6	3,9	4,1	4,3	4,4	4,5	4,5
600	1,8	2,5	2,9	3,3	3,6	3,8	3,9	4	4,1	4,1
700	1,6	2,3	2,7	3	3,3	3,5	3,6	3,7	3,8	3,8
800	1,5	2,1	2,5	2,8	3	3,2	3,3	3,4	3,5	3,5
900	1,5	2	2,4	2,7	2,9	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3
1000	1,4	1,9	2,3	2,5	2,8	2,9	3,1	3,1	3,2	3,2
1200	1,3	1,7	2,1	2,3	2,5	2,7	2,8	2,8	2,9	2,9
1400	1,2	1,6	1,9	2,1	2,3	2,4	2,6	2,6	2,7	2,7
1500	1,1	1,6	1,9	2,1	2,3	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6
1600	1,1	1,5	1,8	2	2,2	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5
1800	1	1,4	1,7	1,9	2	2,2	2,2	2,3	2,3	2,4
<b>2000</b>	<b>0,98</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>
2500	0,87	1,2	1,4	1,6	1,7	1,8	1,9	2	2	2
3000	0,79	1,1	1,3	1,4	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8	1,8
3500	0,7	1	1,2	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,7
4000	0,69	0,95	1,1	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6
4500	0,6	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5
5000	0,62	0,85	1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4
<b>6000</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>
7000	0,5	0,7	0,9	1	1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
10000	0,44	0,6	0,71	0,8	0,87	0,92	0,95	0,98	0,99	1

# 01.

## **LA MÉCONNAISSANCE DE L'AGENDA 2030 HUIT ANS APRÈS SON ADOPTION**



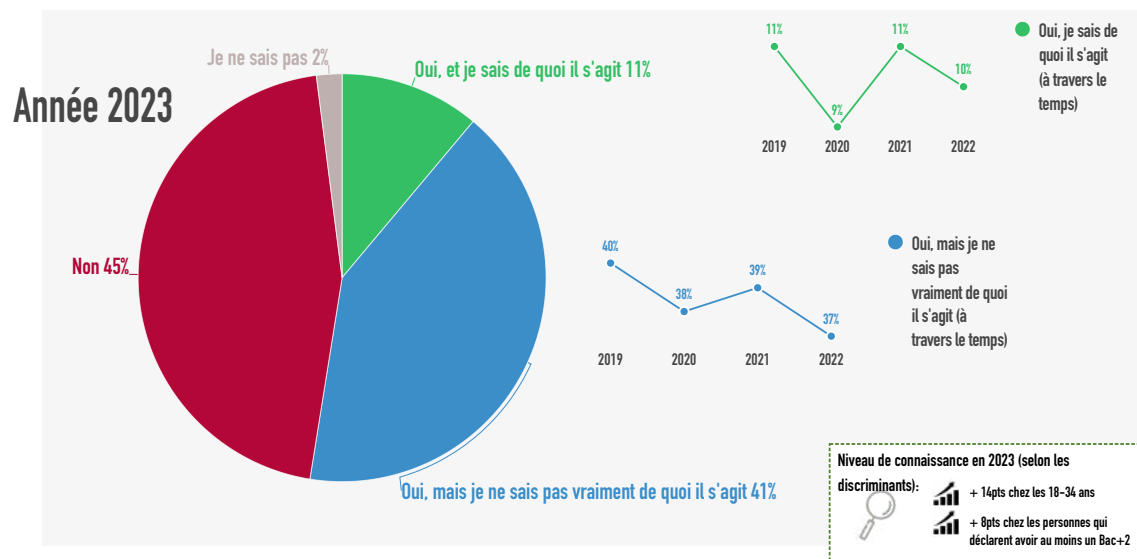
## DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ENCORE ET TOUJOURS MÉCONNUS

Huit ans après l'adoption de l'Agenda 2030, rares sont les Français-es (11 %) à déclarer « avoir lu ou entendu parler des ODD » tout en précisant « savoir de quoi il s'agit ». Depuis que cette question est posée dans le cadre du projet DEL, soit dès 2019, cette proportion ne varie pas ou très peu (entre 9 % et 11 % en fonction des vagues d'enquête, soit une variation qui se situe au niveau de la marge d'erreur). Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'une partie des personnes interrogées qui déclarent « savoir » ont en fait l'illusion de connaître les ODD du fait de sa proximité avec la notion beaucoup plus vaste de « développement durable », de plus en plus abondamment répandue dans l'espace public.



### SEULS 11% DES FRANÇAIS DÉCLARENT CONNAÎTRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN 2023

"Avez-vous déjà entendu parler ou lu à propos des Objectifs de développement durable des Nations unies ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 mai et le 2 juin 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 1003 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

Ce manque de connaissance est en partie attribuable à la faible visibilité accordée aux ODD. En dépit de leur caractère central pour les organisations internationales, les ONG, fondations et think tanks, les gouvernements, tout particulièrement du Sud et de nombreuses entreprises, force est de constater que les Objectifs de développement durable ne font l'objet d'une attention que très limitée de la part des *médias*<sup>1</sup>, *partis politiques*<sup>2</sup>, *institutions*<sup>3</sup> et relais d'opinion en France, à la différence de *l'Espagne*<sup>4</sup> par exemple.

Résultat : huit ans après leur adoption, le seul agenda universel contemporain, au cœur de l'action des Nations unies, demeure largement méconnu au pays des Lumières.

## L'ÉVOLUTION MESURÉE DES ODD DANS LES FAITS



Les ODD sont méconnus, pour autant, selon les mesures publiées dans le *Sustainable Development Report 2023* du SDSN<sup>5</sup>, la France se classe 6ème sur 166 pays analysés, avec un score de 82/100, où 100 représente l'atteinte de l'ensemble des ODD au niveau national. À y regarder de plus près, les progrès relatifs aux ODD 2 (faim), ODD 6 (eau), ODD 10 (réduction des inégalités), et ODD 12 (consommation responsable) sont en stagnation.

Seuls les ODD 5 (égalité femmes-hommes) et ODD 17 (partenariat pour la réalisation des objectifs) observent une progression prometteuse pour être atteints, tandis qu'elle enregistre un retard important sur l'ODD 12 (consommation et production responsables) et l'ODD 13 (action climatique). À noter que les *externalités négatives de la France sur les ODD* sont également pointées du doigt (exportation de déchets plastiques, émission de CO2 issues des importations, exportation d'armes...), notamment par Coordination SUD.<sup>6</sup>

1 Focus 2030. « *Le déficit de couverture médiatique des enjeux de la solidarité internationale en France : une exception française ?* ».

2 Focus 2030. « *Les ODD, quel portage politique par les candidats aux élections européennes en France ?* ».

3 Focus 2030. « *ODD : quel portage politique par les ministères en France ?* ».

4 Coordination SUD. « *Mise en œuvre de l'Agenda 2030 en France et en Espagne* ».

5 Réseau des solutions pour le développement durable Index. « *France dashboard - Sustainable Development Report 2023* ».

6 Coordination SUD. « *Les externalités de la France sur les ODD* », août 2023.

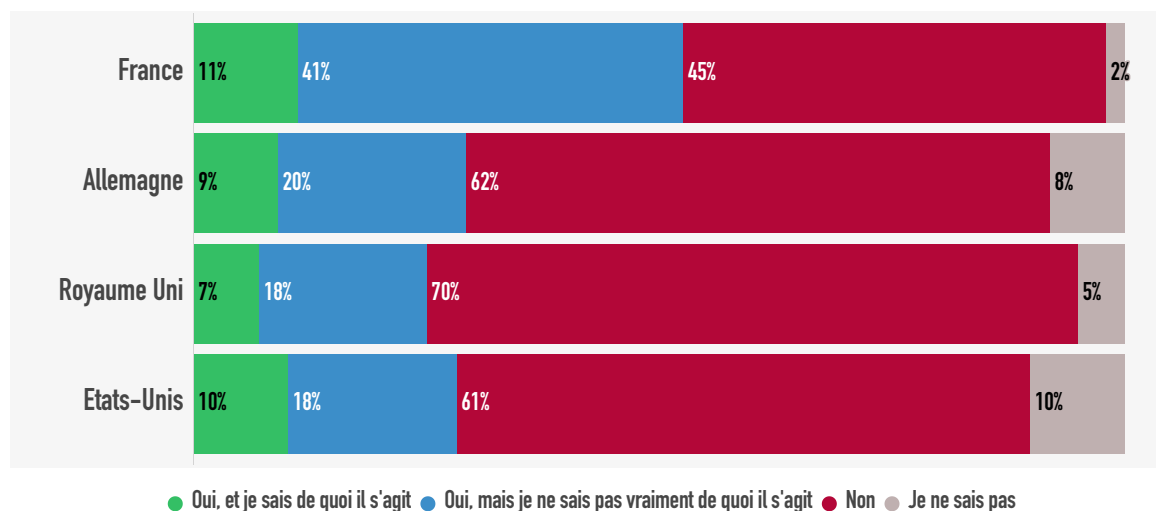
## UNE CONNAISSANCE PLUS RÉPANDUE DES ODD EN FRANCE QU'EN ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE ET AUX ÉTATS-UNIS

En comparant les résultats obtenus dans quatre pays depuis 2019, il s'avère que la proportion de personnes interrogées en France déclarant « avoir entendu parler des ODD » d'une manière ou d'une autre (en sachant ou en ne sachant pas « de quoi il s'agit »), est quasiment deux fois plus élevée que celle observée ailleurs. De façon cohérente, le taux de « je ne sais pas » est également beaucoup plus faible en France que dans les trois autres pays scrutés.



### UN FAIBLE TAUX DE CONNAISSANCE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À TRAVERS LES QUATRE PAYS INTERROGÉS

"Avez-vous déjà entendu parler ou lu à propos des Objectifs de développement durable des Nations unies ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 mai et le 2 juin 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 1003 adultes en France, en octobre 2022 auprès d'un échantillon d'environ 6000 adultes respectivement en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

## SEUL UN QUART DES FRANÇAIS-ES CONNAIT L'ÉCHÉANCE DE L'AGENDA 2030

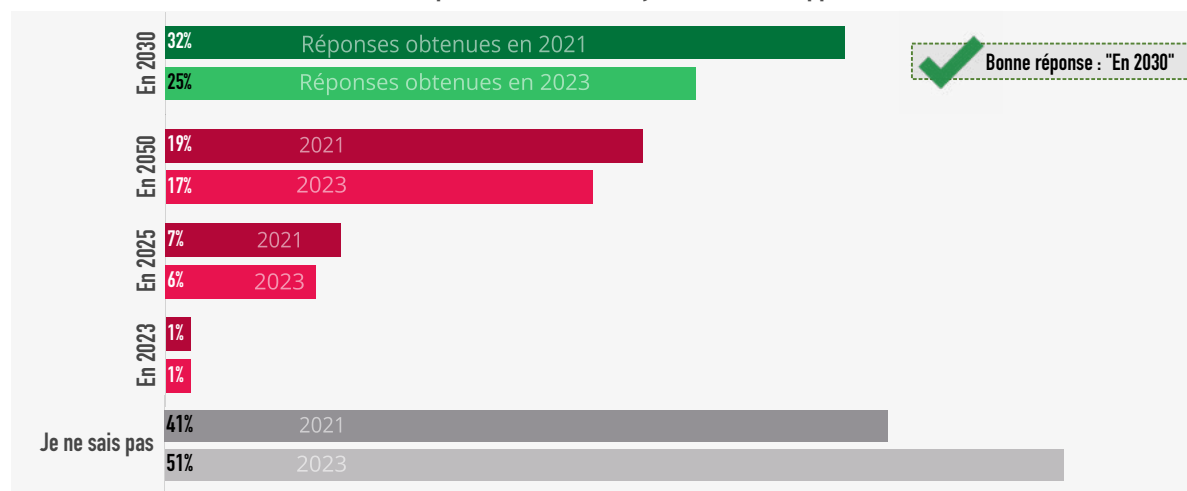
Si la moitié des personnes interrogées ne semble pas en mesure de répondre à la question portant sur l'échéance des ODD, un quart a su sélectionner « 2030 », la bonne réponse.

Les personnes ayant sélectionné 2030 sont proportionnellement plus nombreuses parmi les 18-34 ans (32 %).



### SEUL UN QUART DES RÉPONDANT-E-S IDENTIFIE L'ÉCHÉANCE FIXÉE POUR L'ATTEINTE DES ODD ET UNE MAJORITÉ "NE SAIT PAS"

"Quelle est l'échéance fixée pour atteindre les Objectifs de développement durable ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'université de Birmingham. Enquêtes menées entre le 5 et le 10 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2001 adultes puis entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon de 2000 personnes. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Source :

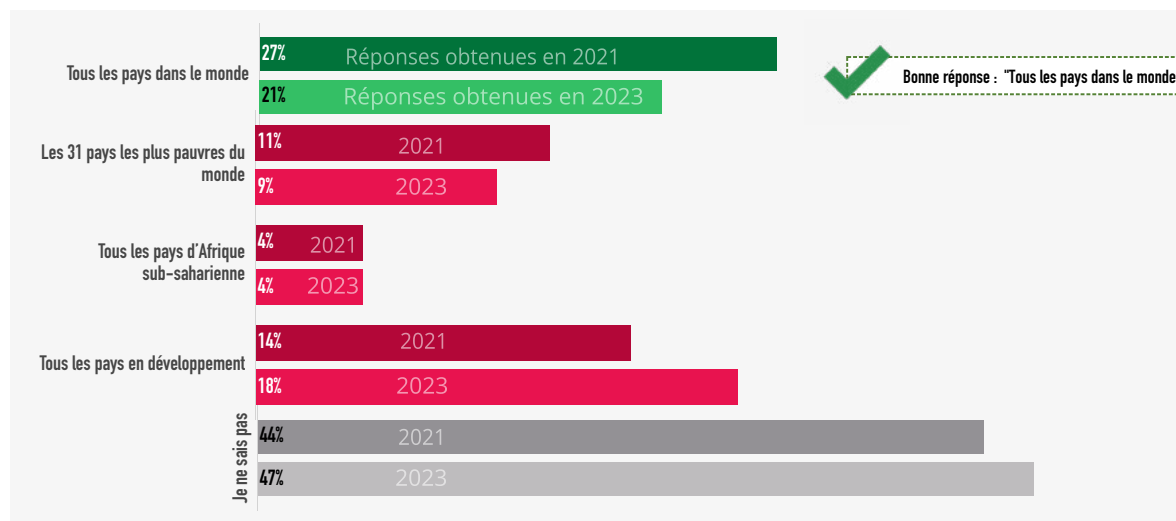
## LE CARACTÈRE UNIVERSEL DES ODD MÉCONNU

Interrogées sur les pays concernés par l'Agenda 2030, seules 21 % des personnes participant à l'enquête ont sélectionné la bonne réponse, à savoir, « tous ». Les personnes titulaires d'au moins un Bac+2 sont proportionnellement plus nombreuses (+5 points) que les autres à avoir sélectionné l'item correct. La spécificité des Objectif de développement durable est qu'ils s'adressent à tous les pays du monde, ce, à l'opposé des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) poursuivis entre 2000 et 2015, qui ne concernaient que les pays en développement.



### LES QUESTIONS QUI CONFRONTENT LES FRANÇAIS-ES À LEUR CONNAISSANCE DÉTAILLÉE DES ODD OBTIENNENT UN TAUX DE "JE NE SAIS PAS" ÉLEVÉ ET MAJORITAIRE

"À quels pays les Objectifs de développement durable s'adressent-ils ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'université de Birmingham. Enquêtes menées entre le 5 et le 10 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2001 adultes puis entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon de 2000 personnes. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Source : [www.devcommlab.org](http://www.devcommlab.org)

## LE NOMBRE D'ODD ÉCHAPPE AU GRAND PUBLIC

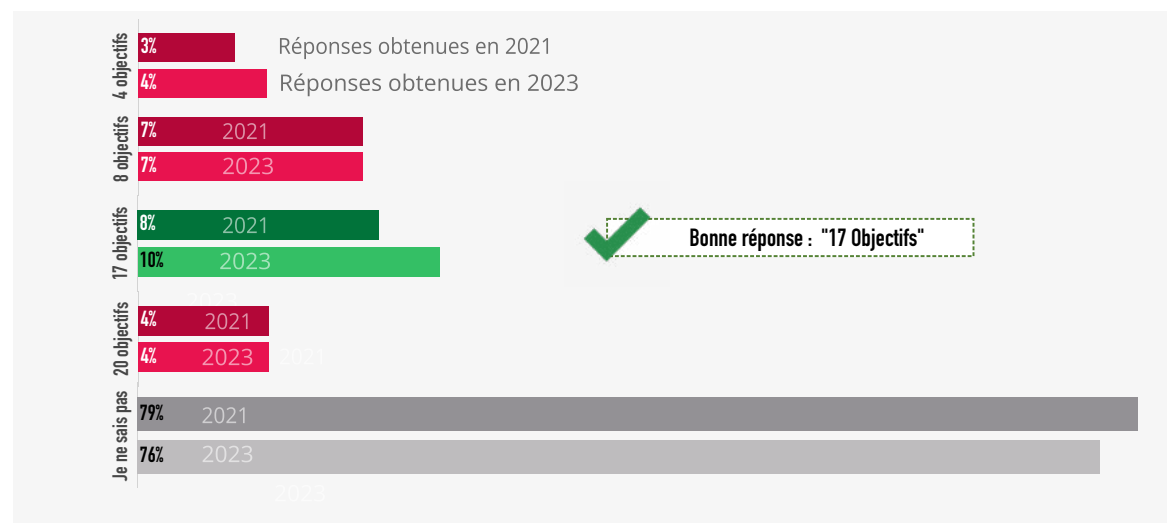
Interrogés sur le nombre d'Objectifs de développement durable, 90% des répondants ne sont pas en mesure de donner la bonne réponse.

En conséquence, seule une personne interrogée sur dix a connaissance des 17 Objectifs à atteindre, une proportion stable depuis 2021 (où seules 8% avaient donné la bonne réponse, soit une différence proche de la marge d'erreur).



### LES QUESTIONS QUI CONFRONTENT LES FRANÇAIS-ES À LEUR CONNAISSANCE DÉTAILLÉE DES ODD OBTIENNENT UN TAUX DE "JE NE SAIS PAS" ÉLEVÉ ET MAJORITAIRE

"Combien d'Objectifs de développement durable y a-t-il ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'université de Birmingham. Enquêtes menées entre le 5 et le 10 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2001 adultes puis entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon de 2000 personnes. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Source : [www.devcommlab.org](http://www.devcommlab.org)

## UNE CONNAISSANCE PRÉCISE DES ODD RARE MAIS UN PEU PLUS ÉLEVÉE CHEZ LES JEUNES

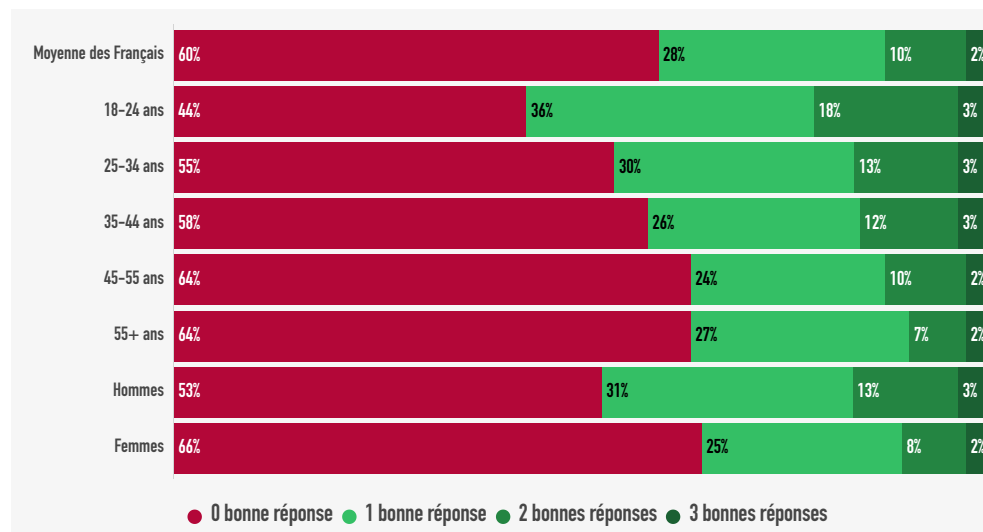
En regardant l'ensemble des réponses obtenues sur les trois sujets (échéance de l'Agenda 2030, nombre d'ODD et champ d'application géographique des ODD), on observe que seules 2 % des personnes interrogées ont réussi à sélectionner les trois bonnes réponses : les ODD s'appliquent à tous les pays, l'échéance est en 2030 et les ODD sont au nombre de 17. 10 % des personnes ont obtenu deux réponses correctes et 28 % des répondants n'ont identifié qu'une seule bonne réponse. Par ailleurs, une grande majorité des Français-es (60 %) n'ont obtenu aucune bonne réponse.

L'écart entre les niveaux de connaissances est particulièrement important lorsque l'on compare les réponses obtenues chez les 18-24 ans (56 % donnent au moins une bonne réponse) à celles obtenues chez les plus de 55 ans (36 % donnent au moins une bonne réponse). On peut aussi noter un écart entre les réponses des femmes et des hommes. Ces derniers sont plus nombreux à avoir sélectionné deux ou trois bonnes réponses et moins nombreux que les femmes (-13 points de pourcentage) à n'avoir sélectionné aucune bonne réponse.



**EN 2023, LES JEUNES DE 18-24 ANS (56%) ET LES HOMMES (31%) SONT PLUS SUSCEPTIBLES D'AVOIR AU MOINS UNE BONNE RÉPONSE AUX QUESTIONS QUI MESURENT LEUR CONNAISSANCE DES ODD**

Ventilation des réponses obtenues à propos du nombre d'ODD, de l'échéance des ODD et des pays concernés par les ODD



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab par le University College London et l'université de Birmingham. Enquête menée entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2000 adultes. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Source : [www.devcommslab.org](http://www.devcommslab.org)

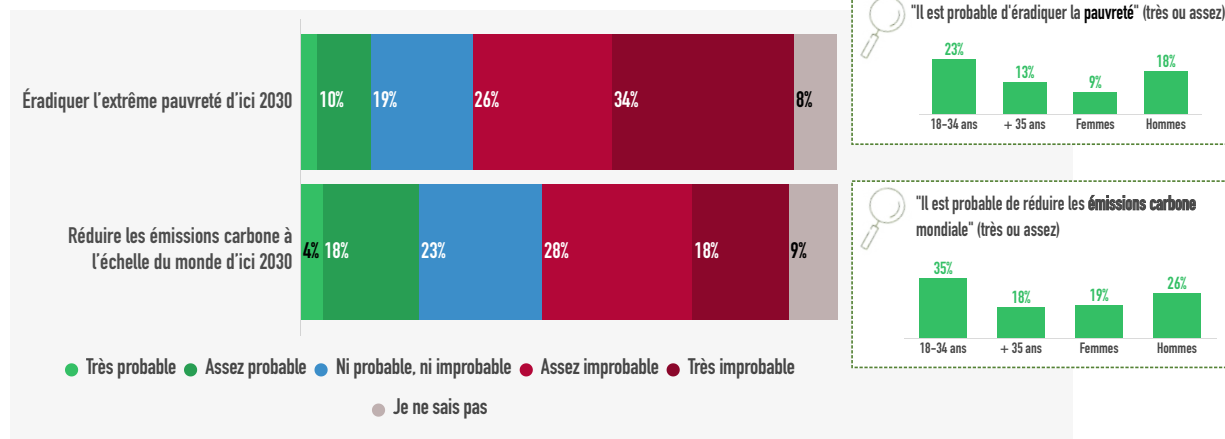
## UN CERTAIN PESSIMISME QUANT À LA PROBABILITÉ D'ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS CARBONE D'ICI 2030

Les Français-es se montrent relativement peu optimistes quant à la probabilité que les objectifs d'éradiquer l'extrême pauvreté (ODD 1) ou de réduire les émissions carbone soient atteints d'ici 2030 (ODD 16), conformément à la feuille de route des Nations unies. 60 % estiment qu'il est (très ou assez) improbable d'éradiquer la pauvreté. On observe cependant un défaitisme moindre s'agissant de la possible réduction des émissions carbone d'ici 2030 puisque 46 % des personnes interrogées estiment que cet objectif ne sera pas atteint.



### POUR LES FRANÇAIS-ES, IL EST MOINS IMPROBABLE D'ARRIVER À RÉDUIRE LES ÉMISSIONS CARBONE MONDIALES QU'ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ D'ICI 2030 (+9 POINTS DE POURCENTAGE)

"En 2015, les Nations unies ont adopté une série d'objectifs à atteindre d'ici à 2030, dont l'éradication de l'extrême pauvreté et la réduction des émissions carbone. Quelle est, selon vous, la probabilité pour que ces deux objectifs soient atteints ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 2000 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)



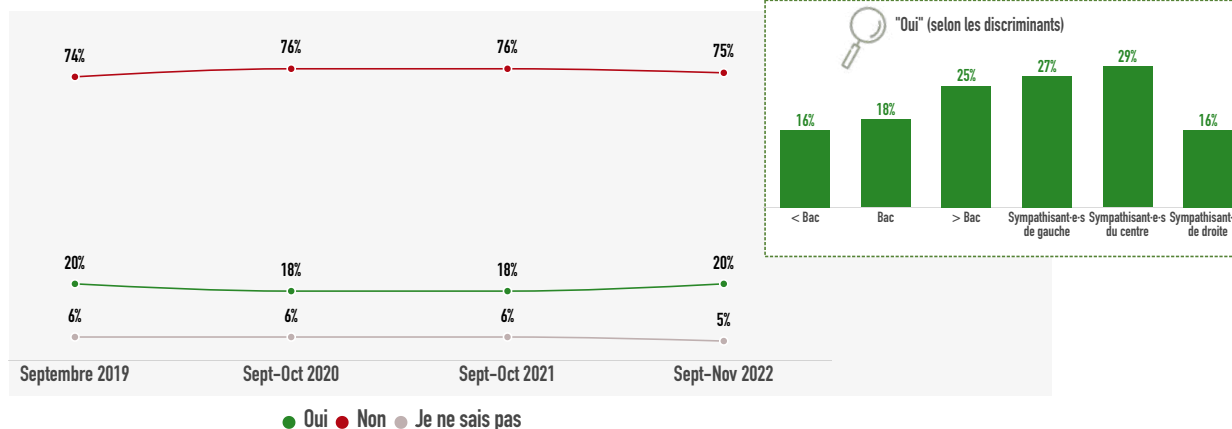
## UN ENGAGEMENT CONSÉQUENT DES FRANÇAIS-ES EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

Quand on interroge les Français-es à propos de leurs actions personnelles réalisées pour soutenir les efforts visant à combattre la pauvreté dans le monde dans le courant de l'année, une personne sur cinq déclare avoir fait un don à une association caritative ou une ONG travaillant sur ces questions à l'échelle internationale. Cette proportion est stable depuis 2019.



### LA PROPORTION DES FRANÇAIS-ES QUI DÉCLARENT FAIRE DES DONS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ MONDIALE ET POUR LE DÉVELOPPEMENT EST STABLE DEPUIS 2019

"S'agissant de la pauvreté dans le monde et du développement, avez-vous fait un don à une association caritative ou à une ONG internationale travaillant sur ces questions au cours des 12 derniers mois ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquêtes menées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte en France : 6073 personnes interrogées (septembre 2019), 6001 (21 septembre au 12 octobre 2020), 6106 (24 septembre au 22 octobre 2021), 6051 (30 septembre au 4 novembre 2022). Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.devcommslab.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org).

# UNE ASPIRATION CITOYENNE EN FAVEUR D'UNE PLUS GRANDE IMPLICATION DE LA FRANCE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

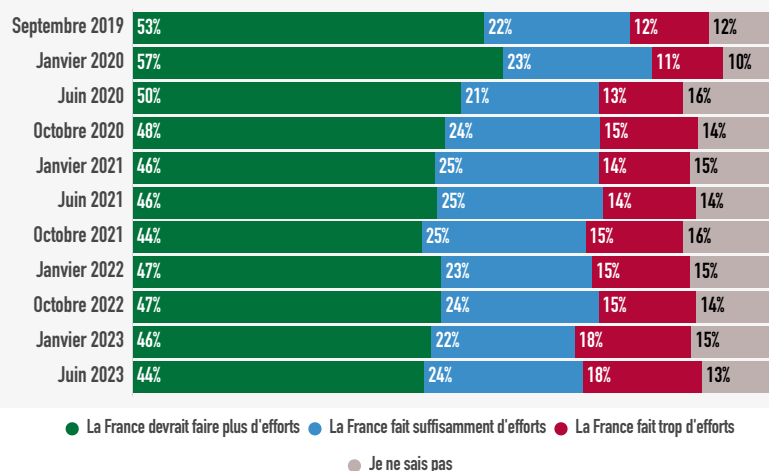
Une majorité de Français-es (44 %) souhaite, ce de manière récurrente, que la France fasse davantage d'efforts pour « réduire la pauvreté, les inégalités, la faim, l'accès à la santé et l'éducation, et l'impact du changement climatique d'ici à 2030 », c'est-à-dire concourt à la réalisation des ODD sans que ces derniers ne soient explicitement cités dans la formulation de la question.

Depuis 2019, les attentes des Français-es à l'égard du gouvernement à propos des efforts qui devraient être produits, a tendance à diminuer (-9 points de pourcentage en quatre ans). Parallèlement, la proportion considérant que la France fait déjà trop d'efforts a légèrement augmenté durant la même période (+6 points).



**SI LES FRANÇAIS-ES SONT PLUS NOMBREUX À CONSIDÉRER QUE LA FRANCE DOIT FAIRE PLUS D'EFFORTS POUR ATTEINDRE LES ODD QUE LE CONTRAIRE, CETTE PROPORTION TEND À DIMINUER ENTRE 2019 ET 2023**

"La communauté internationale s'est engagée à réduire la pauvreté, les inégalités, la faim, l'accès à la santé et l'éducation, et l'impact du changement climatique d'ici à 2030.  
Pensez-vous que la France fait suffisamment d'efforts pour atteindre ces objectifs ?"



**"La France devrait faire plus d'efforts" (en 2023)**

- + 5pts pour les femmes
- + 15pts pour l'électorat de Jean-Luc Mélenchon au 1er tour de l'élection Présidentielle 2022

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par l'University College London et l'Université de Birmingham. Enquêtes menées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte en France : 6073 personnes interrogées (septembre 2019), 1003 (janvier 2020), 1000 (juin 2020), 6001 (21 septembre au 12 octobre 2020), 6106 (24 septembre au 22 octobre 2021), 1055 (14 au 17 janvier 2022), 6051 (30 septembre au 4 novembre 2022). Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [www.developmentengagementlab.org/](https://www.developmentengagementlab.org/)

# 02.

**LE SOUHAIT D'UN PLUS GRAND  
ENGAGEMENT FINANCIER DE LA  
FRANCE POUR L'ATTEINTE DES  
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS LE MONDE**

# UNE SURPRENANTE DYNAMIQUE CITOYENNE EN FAVEUR D'UNE AUGMENTATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DEPUIS DÉCEMBRE 2013

L'aide publique au développement (APD) constitue un moyen de concourir à l'atteinte des Objectifs de développement durable dans les pays les plus pauvres. Si ses contours précis demeurent méconnus par le grand public, le soutien à son principe est largement partagé par les citoyennes et les citoyens en France.

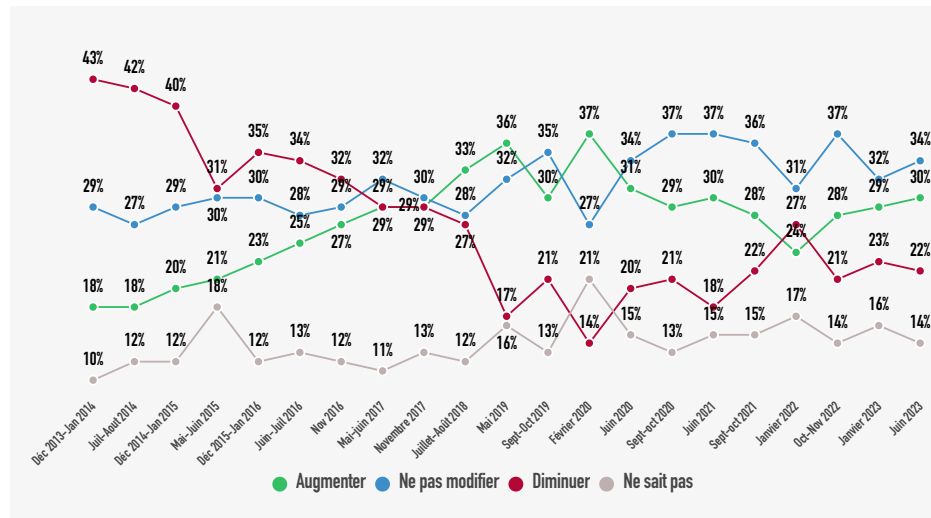
64 % des Français-es déclarent souhaiter un maintien ou une augmentation de l'aide au développement à destination des pays les plus pauvres après avoir été informés du montant et de la proportion de la richesse de la France actuellement consacrée à cette aide. Ce soutien a drastiquement augmenté entre 2013 et 2023.



## DEPUIS 2013, LES FRANÇAIS-ES SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUX À SE DÉCLARER EN FAVEUR D'UNE AUGMENTATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

"Sur les 2700 milliards d'euros de son produit intérieur brut (PIB) total, le gouvernement français consacre actuellement 0.56% (soit 15 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement.

Pensez-vous que le gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en développement ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Aid Attitudes Tracker (vagues 1 à 10) et du projet Development Engagement Lab (à partir de la vague 11) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée à la manière d'un baromètre régulier en plusieurs vagues successives - 16 décembre 2013-6 janvier 2014 (Vague 1 - 6000 répondants), 4 juillet 2014-3 août 2014 (vague 2 - 6000 répondants), 15 décembre 2014-20 janvier 2015 (vague 3 - 6000 répondants), 27 mai 2015-17 juin 2015 (vague 4 - 6000 répondants), 15 décembre 2015-13 janvier 2016 (vague 5 - 6000 répondants), 10 juin 2016-18 juillet 2016 (vague 6 - 6000 répondants), 10 novembre 2016-28 novembre 2016 (vague 7 - 6000 répondants), 9 mai au 7 juin 2017 (vague 8 - 6000 répondants), 8 au 27 novembre 2017 (vague 9 - 6000 répondants), 18 juillet au 13 août 2018 (vague 10 - 6000 répondants), 8 au 30 mai 2019 (vague 11 - 2138 répondants), 27 septembre au 10 octobre 2019 (vague 12 - 6073 répondants), 5 au 13 février 2020 (vague 13 - 2003 répondants), 3 au 10 juin (vague 14 - 1000 répondants), 21 septembre au 12 octobre 2020 (vague 15 - 6001 répondants), 7 au 9 juin 2021 (vague 16 - 1081 répondants), 24 septembre au 22 octobre 2021 (vague 17 - 6016 répondants), 13 au 21 janvier 2022 (vague 18 - 2017 répondants), 30 septembre au 4 novembre 2022 (vague 19 - 6051 répondants), 4 au 10 janvier 2023 (vague 20 - 1081 répondants), 30 mai au 4 juin 2023 (vague 21 - 1003 répondants). Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. - Source : www.devcommslab.org

Précision : Les résultats obtenus entre septembre 2013 et juillet 2018 sont issus du projet de recherche Aid Attitudes Tracker (AAT) tandis qu'à partir de mai 2019, les résultats relatifs à cette même question sont issus du projet Development Engagement Lab (DEL). Si ces deux études sont suffisamment similaires pour montrer l'évolution des réponses obtenues, elles reposent cependant sur deux méthodes d'échantillonnage différentes, susceptibles d'expliquer, en partie, l'évolution des résultats entre AAT et DEL à partir de mai 2019.

Ainsi, quand on observe les données recueillies depuis décembre 2013, on remarque une dynamique à la hausse parmi les personnes qui souhaitent maintenir ou augmenter l'APD (47 % fin 2013 contre 64 % en juin 2023). En parallèle, la proportion de celles et ceux souhaitant que le gouvernement français diminue le montant alloué à l'aide au développement a diminué, passant de 43 % fin 2013 à 22 % en juin 2023.

On note toutefois depuis juin 2020, un fléchissement discontinu de la proportion des Français-es en faveur d'une augmentation de l'APD, associé à une augmentation, discontinue également, de celle qui souhaite une diminution de l'APD. Il est difficile d'interpréter cette tendance sinon remarquer que ce phénomène a coïncidé avec la pandémie de Covid-19.

## L'ÉVOLUTION CROISSANTE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE



La loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, dont la France s'est dotée pour planifier sa politique de développement, prévoit une augmentation progressive de l'aide publique au développement pour converger vers 0,7 % de la richesse nationale à l'horizon 2025. Le montant de l'APD est en augmentation constante depuis 2017.

A ce jour, la France redistribue 0,56 % de son revenu national à l'APD, soit 15 milliards d'euros par an pour soutenir les actions en faveur de la solidarité internationale telles que définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Elle se classe ainsi 4ème parmi les pays les plus généreux en matière d'aide en montants alloués.

## DES DISPARITÉS SOCIODÉMOGRAPHIQUES DANS LE SOUTIEN À L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Le soutien des individus en faveur de la solidarité internationale repose sur des variables sociologiques désormais bien identifiées. Ainsi, l'orientation politique des répondants s'avère une donnée essentielle quand il s'agit de soutenir les efforts du gouvernement vers davantage d'aide ou au contraire vers une réduction du montant de l'aide allouée aux pays les plus pauvres.

Plus les répondants se déclarent « à gauche » de l'échiquier politique et plus ils sont nombreux à prôner une augmentation de l'aide internationale, tandis que dans les mêmes proportions, la droite est le marqueur d'une volonté de réduire l'aide.

L'âge des personnes interrogées influe également sur les opinions en faveur de l'APD. Les 18-34 ans sont proportionnellement plus nombreux (43 %) à souhaiter une augmentation de l'APD que la moyenne des Français-es (30 %), soit un écart de 18 points en comparaison avec les personnes de plus de 55 ans.

Enfin, plus le niveau d'étude des personnes interrogées est élevé et plus elles soutiennent un accroissement de l'aide internationale de la France.

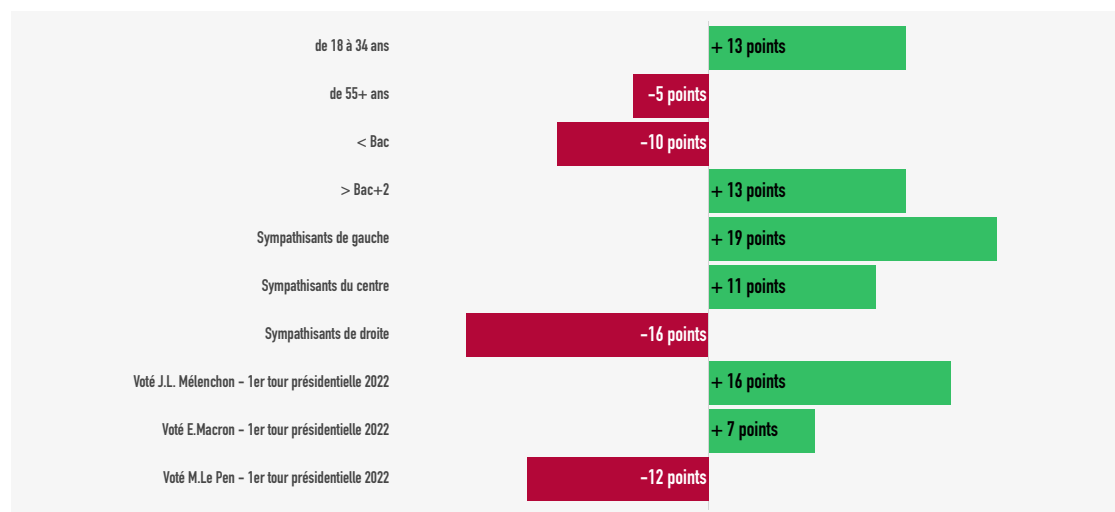


### LES SYMPATHISANT-E-S DE GAUCHE SONT PLUS EN FAVEUR D'UNE AUGMENTATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT QUE LA MOYENNE DES FRANÇAIS-ES (+19 POINTS DE POURCENTAGE)

"Sur les 2700 milliards d'euros de son produit intérieur brut (PIB) total, le gouvernement français consacre actuellement 0.56% (soit 15 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement.

Pensez-vous que le gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en développement ?"

Visualisation des écarts (en points de pourcentage) parmi les 30 % de Français-es qui déclarent être en faveur d'une augmentation de l'APD



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023), par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée du 30 mai au 2 juin 2023 auprès d'un échantillon représentatif de la population française (1003 répondants). Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2% - Source : www.devcommlab.org

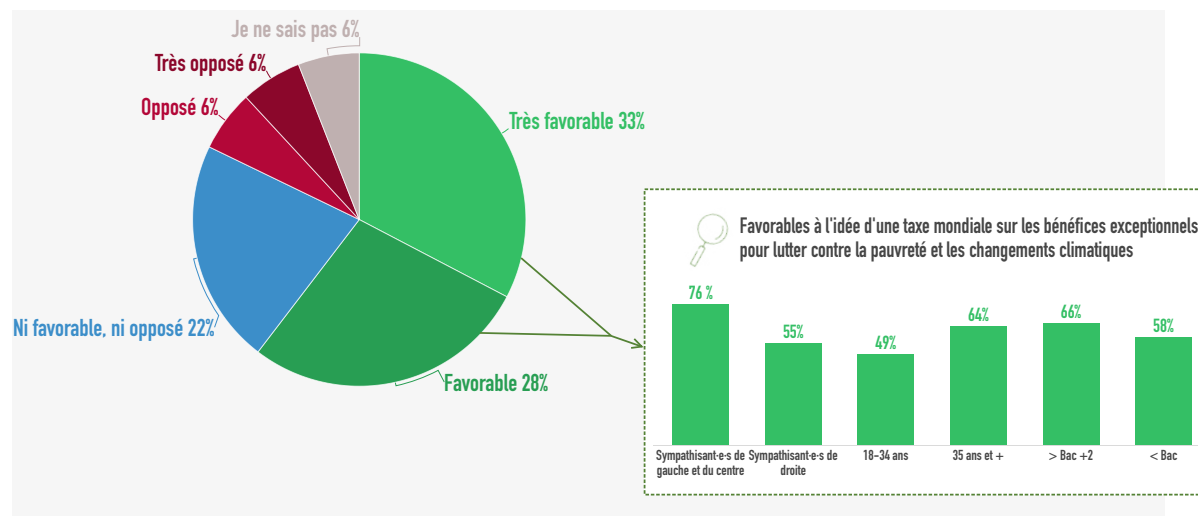
# UN FORT SOUTIEN EN FAVEUR D'UNE TAXE MONDIALE POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Interrogées sur l'opportunité d'instaurer une taxe mondiale qui serait prélevée sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les grandes entreprises qui font des profits à l'échelle du monde, 61 % des personnes soutiennent le principe de ce nouvel impôt mondial.



## UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS-ES FAVORABLES À L'IDÉE D'UNE TAXE MONDIALE SUR LES BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans quelle mesure êtes-vous favorable ou opposé à l'idée d'une taxe mondiale – par exemple une taxe qui serait prélevée sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les grandes entreprises qui font des profits à l'échelle du monde – pour lutter contre la pauvreté dans le monde et les changements climatiques ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 2000 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

## LA FRANCE, CHAMPIONNE DES FINANCEMENTS INNOVANTS



La France a mis en place deux mécanismes de financement innovants visant à mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les enjeux mondiaux de développement. Elle a ainsi instauré deux taxes assises sur deux activités bénéficiant de la mondialisation : une taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA), créée en 2005, et une taxe sur les transactions financières (TTF), en 2012.

Une partie (plafonnée) du produit de chacune de ces deux taxes est consacrée au financement du développement international. En 2022, la TSBA a permis de mobiliser 367 millions d'euros, dont 210 millions affectés au développement, et la TTF 1 889 millions d'euros, dont 528 millions pour le développement.

---



## UN FORT SOUTIEN CITOYEN EN FAVEUR D'UNE TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES EUROPÉENNE

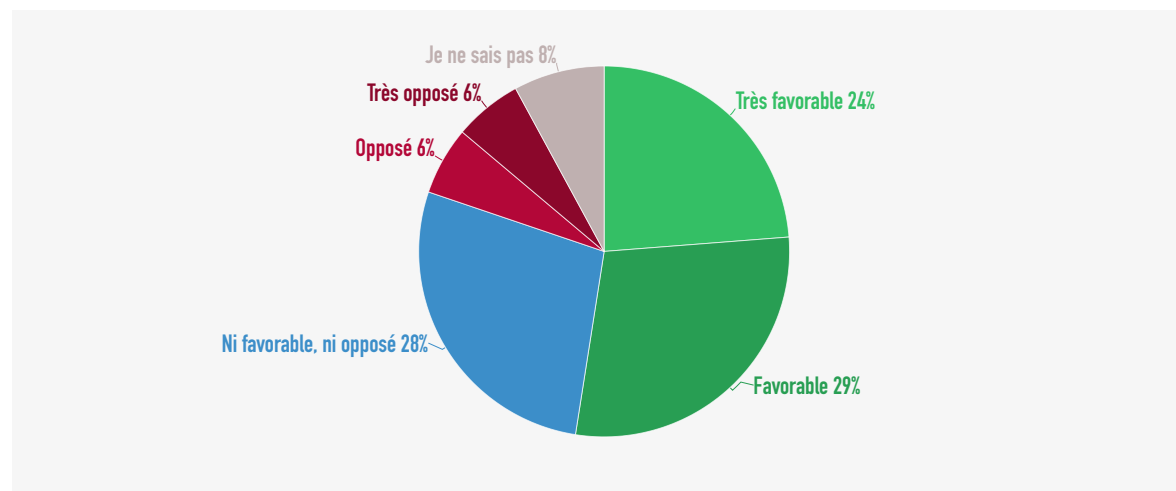
Interrogés sur l'opportunité que la France soutienne l'adoption d'une taxe européenne sur les transactions financières, 53 % se prononcent favorablement tandis que seules 12 % s'y opposent. L'engouement en faveur du soutien de la France à cette taxe européenne est transpartisan. Il s'élève ainsi à 71 % chez les sympathisants du centre, à 65 % chez les sympathisants de gauche, 46% chez les sympathisants de droite.



### 53 % DES FRANÇAIS-ES SONT FAVORABLES À UN SOUTIEN DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS EN FAVEUR D'UNE TAXE EUROPÉENNE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

"Certains pays européens ont proposé d'adopter une taxe sur les transactions financières à l'échelle de l'Europe, c'est-à-dire prélever un faible montant sur les achats et les ventes d'actions ou d'obligations afin de générer des financements pour lutter contre la pauvreté dans le monde et les changements climatiques.

Veillez indiquer dans quelle mesure vous êtes favorable ou opposé à ce que le gouvernement français soutienne cette taxe européenne."



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 2000 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

## VERS L'INSTAURATION D'UNE TAXE EUROPÉENNE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ?



Si l'Union européenne négocie la mise en place d'une taxe sur les transactions financières au niveau européen depuis 2011, ses États membres ne parviennent pas à s'accorder sur les modalités d'une telle taxe.

La proposition est actuellement au point mort et certains acteurs attendent de la France qu'elle s'engage davantage<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> ONE. « *Une taxe sur les transactions financières ambitieuse, c'est possible !* », septembre 2020.

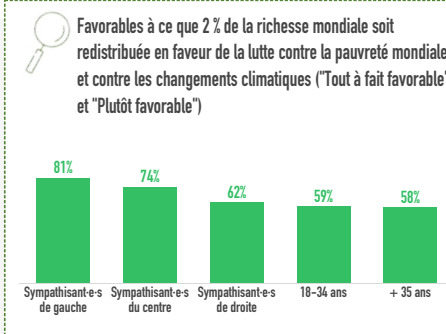
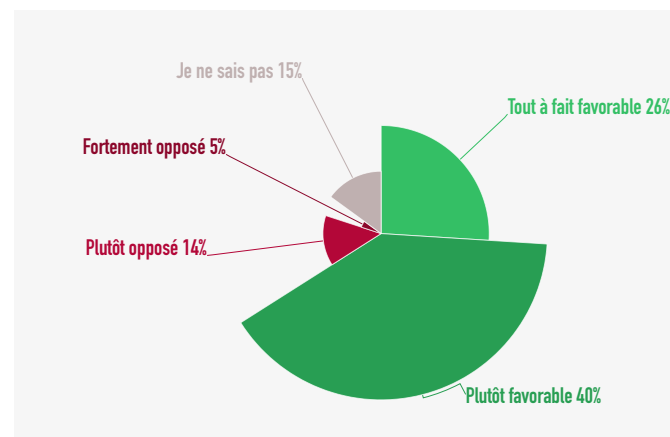
## UN CONSENSUS EN FAVEUR D'UNE MEILLEURE REDISTRIBUTION DE LA RICHESSE MONDIALE ?

**66%** des personnes interrogées en France sont favorables à l'idée émise par un comité d'expert·e·s mobilisé par les Nations unies que 2 % de la richesse mondiale soit redistribuée pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques<sup>8</sup>. Seules 19 % s'y opposent.



### 66 % DES FRANÇAIS-ES SE DÉCLARENT EN FAVEUR D'UNE REDISTRIBUTION DE LA RICHESSE MONDIALE POUR FINANCER LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

"De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous favorable ou opposé à ce que 2 % de la richesse mondiale soit redistribuée en faveur de la lutte contre la pauvreté dans le monde et contre les changements climatiques ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 2000 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

<sup>8</sup> Songwe, Vera, Nicholas Stern, et Amar Bhattacharya. « *Finance for Climate Action: Scaling up Investment for Climate and Development* », 2022.

## TAXER LÀ OÙ SE CONCENTRENT LES BÉNÉFICES ET LA RICHESSE



Lors de précédentes vagues de sondages dans le cadre du projet DEL, il était déjà apparu que le principe d'une taxation des principaux acteurs économiques pour financer la lutte contre les inégalités mondiales et le changement climatique faisait largement consensus parmi les Français-es. En *novembre 2022*, 74 % des personnes interrogées estimaient que « les gouvernements des pays les plus riches, comme la France, devraient mettre en place une taxe sur les bénéfices exceptionnels réalisés du fait de la hausse des prix de l'énergie par les compagnies qui produisent ou fournissent du pétrole, du gaz ou de l'électricité. »

De la même manière, en *janvier 2022*, Focus 2030 a mesuré dans le cadre du projet DEL que seulement 18 % des Français-es interrogés considéraient que « taxer les transactions qui ont lieu sur les marchés financiers (...) pour financer l'aide de la France à destination des pays les plus pauvres » était une mauvaise solution.

# 03.

**UN SOUTIEN INDÉFECTIBLE  
À L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS  
LE MONDE : UNE EXCEPTION  
FRANÇAISE ?**

## L'ATTENTE PARTAGÉE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

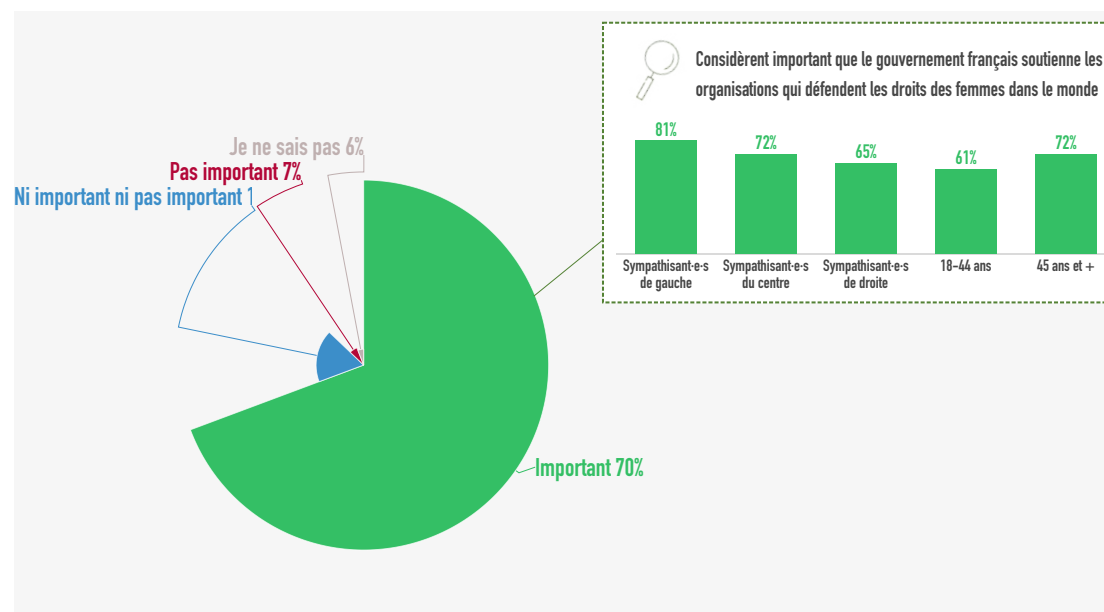
Les 17 Objectifs de développement durable sont interconnectés et partent du principe qu'un objectif ne peut être réalisé sans l'autre. Dans ce cadre, l'égalité femmes-hommes (ODD5) est au cœur de l'Agenda 2030, considéré à la fois comme une fin mais également comme un moyen de parvenir aux engagements de la communauté internationale, qu'il s'agisse de pauvreté, justice climatique, santé, éducation... Ainsi, une action sur un objectif peut avoir un effet de levier sur les autres : faciliter l'accès à l'eau, dont la collecte est majoritairement confiée aux femmes et aux filles, permet également de limiter le décrochage scolaire.

**P**our 70 % des personnes interrogées en novembre 2022, il est important (très ou plutôt) que le gouvernement français soutienne les organisations qui défendent les droits des femmes dans le monde. Il ne s'agit donc pas là d'une attente d'engagement gouvernemental à l'échelle domestique, mais bien de la reconnaissance que l'égalité femmes-hommes est une cause universelle envers laquelle des pays tels que la France doivent s'engager. Avec 7 % de personnes en désaccord avec cette mesure, on remarque que les enjeux d'égalité entre les genres ne génèrent pas de véritable opposition dans l'opinion française.



### POUR SEPT FRANÇAIS-ES SUR DIX, LE GOUVERNEMENT DOIT SOUTENIR LES ORGANISATIONS QUI DÉFENDENT LES DROITS DES FEMMES DANS LE MONDE

"Dans quelle mesure est-il important ou pas important pour vous personnellement que le gouvernement français soutienne les organisations qui défendent les droits des femmes dans le monde ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 septembre et le 4 novembre 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 6051 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcmmmlab.org](https://www.devcmmmlab.org)

## L'ADHÉSION AU PRINCIPE D'UNE DIPLOMATIE FÉMINISTE

**57%** des Français-es approuvent le principe d'une diplomatie féministe menée par la France pour faire progresser l'égalité femmes-hommes dans tous les pays du monde. En ajoutant à ce ratio les personnes qui déclarent ne pas s'y opposer, on mesure que 85 % des Français-es sont favorables ou ne s'opposent pas aux efforts de la France en matière de diplomatie féministe.

La France a endossé le principe d'une diplomatie féministe à l'occasion du G7 qu'elle présidait en 2019.



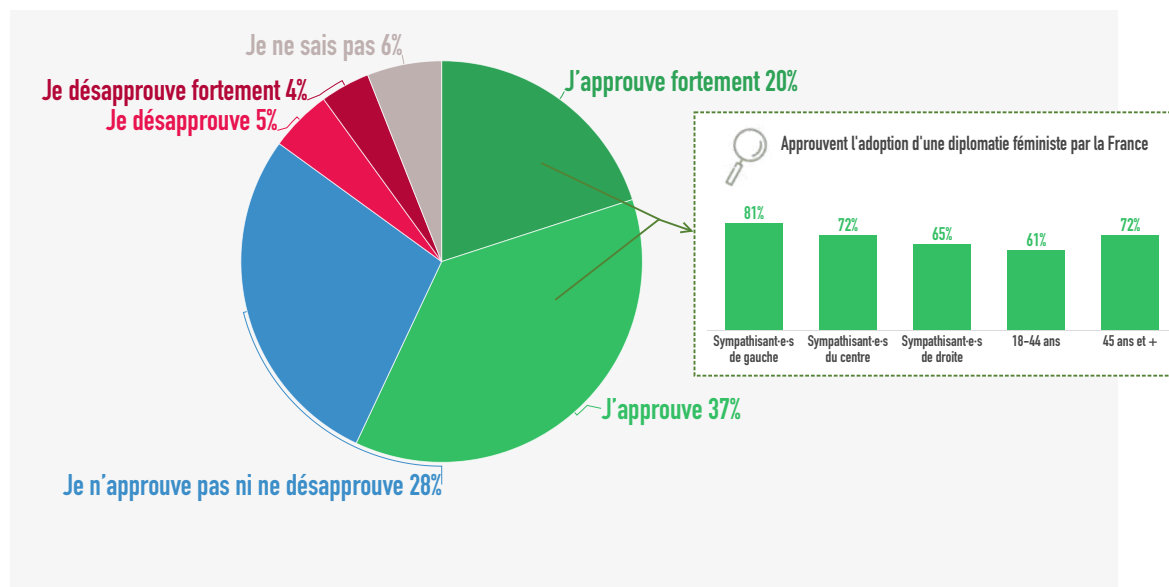
Elle a rejoint les nations précurseurs en la matière à l'instar du Canada, de la Suède et des Pays-Bas. On compte désormais **12 pays mobilisés en la matière**<sup>9</sup>.

La France a décidé d'allouer une proportion grandissante de son aide publique au développement à l'égalité femmes-hommes dans le cadre de la loi de programmation adoptée en 2021.



### LES FRANÇAIS-ES MAJORITAIREMENT EN FAVEUR D'UNE DIPLOMATIE FÉMINISTE DE LA FRANCE

"La France a décidé d'adopter une « diplomatie féministe » pour promouvoir le droit des femmes sur la scène internationale. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette décision ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 13 et le 21 janvier 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2107 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](http://Focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](http://www.devcommlab.org)

<sup>9</sup> OECD. *Development Co-Operation Report 2023: Debating the Aid System*. Development Co-Operation Report. OECD, 2023.

## LE SOUHAIT DE PLUS D'EFFORTS DU GOUVERNEMENT POUR FAIRE TRIOMPHER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE

**53%** des personnes interrogées considèrent que le gouvernement devrait faire plus d'efforts en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes en France et dans le monde.

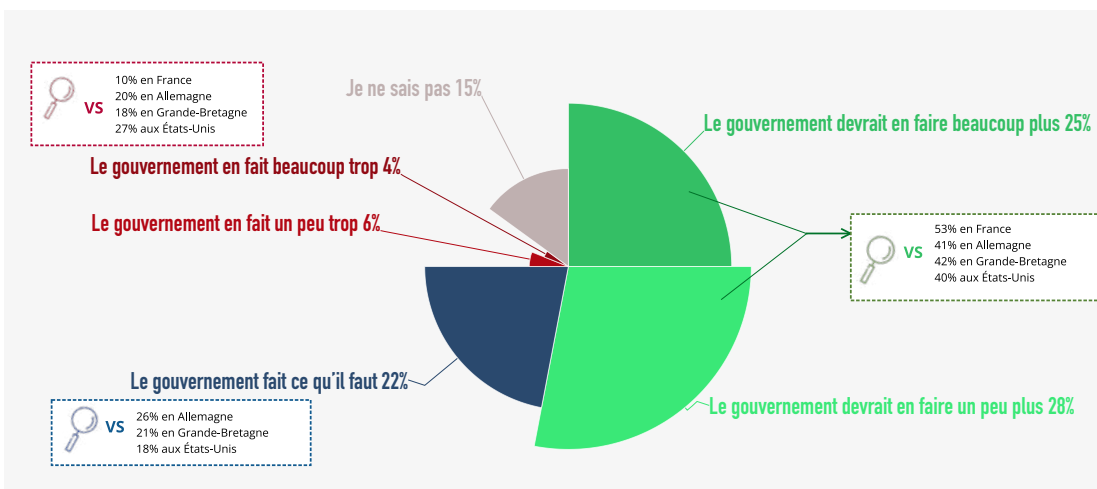
Les sympathisants de gauche sont proportionnellement beaucoup plus nombreux à souhaiter ces efforts (+20 points de pourcentage) que les sympathisants de droite (-14 points) même si ces derniers demeurent majoritairement en faveur d'une action de la France en la matière. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes (écart de 13 points) à souhaiter plus d'efforts de la part du gouvernement en faveur de l'égalité des sexes à l'échelle du monde.

La population française se distingue de ses homologues en la matière. Parmi les quatre pays interrogés, c'est en France que ce pourcentage est le plus élevé, soit +11 points par rapport à la Grande-Bretagne (42%), +12 points par rapport à l'Allemagne (41%) et +13 points par rapport aux États-Unis (40%).



### LA MOITIÉ DES FRANÇAIS-ES ESTIME QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT EN FAIRE DAVANTAGE EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

"En réfléchissant au rôle du gouvernement français en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes en France et dans le monde, quelle phrase décrit le mieux ce que le gouvernement devrait faire selon vous ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 20 février et le 1er mars 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 2046 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)



## UN CONSENSUS CITOYEN SUR LES PRIORITÉS À PRENDRE EN COMPTE POUR AMÉLIORER LA VIE DES FEMMES ET DES FILLES DANS LE MONDE

Interrogés à propos des priorités que l'aide de leur pays respectif devrait soutenir pour améliorer la vie des femmes et des filles dans le monde, les panellistes en France, Allemagne, Grande-Bretagne et aux États-Unis s'accordent sur les mêmes enjeux et dans des proportions similaires. Favoriser l'éducation des femmes et des filles apparaît comme la première des priorités. Viennent ensuite les enjeux de santé et de planning familial (accès aux systèmes de santé, aux médicaments, à la contraception, etc.). Enfin, en troisième choix, assurer l'accès à l'eau (et à des systèmes d'assainissement) est une priorité partagée dans trois pays, les Allemand·e·s privilégiant l'accès à une protection sociale.



### EDUCATION, SANTÉ ET PLANNING FAMILIAL, ET ACCÈS À L'EAU SONT LES PRIORITÉS IDENTIFIÉES PAR LES CITOYEN-NES POUR AMÉLIORER LA VIE DES FEMMES ET DES FILLES

"En pensant au budget que le gouvernement (français/allemand/britannique/américain) consacre à l'aide internationale en faveur des pays en développement, et notamment aux efforts menés pour améliorer la vie des femmes et des filles, veuillez sélectionner le premier, le deuxième puis le troisième sujet qui vous semblent le plus important."

	Priorité n°1	Priorité n°2	Priorité n°3
	Education 40%	Santé & Planning familial 37%	Eau 34%
	Education 45%	Santé & Planning familial 40%	Protection sociale 36%
	Education 47%	Santé & Planning familial 42%	Eau 35%
	Education 40%	Santé & Planning familial 35%	Eau 32%

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 20 février et le 1er mars 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 2046 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](http://Focus2030.org) - Source : [www.devcommstab.org](http://www.devcommstab.org)

# 04.

## **LES FRANÇAIS-ES ET LE RESTE DU MONDE - ATTENTES ET COMPRÉHENSION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

## LA DÉCOUVERTE DES NOUVEAUX VISAGES DE LA MONDIALISATION

Les multiples crises à l'œuvre (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine, crises climatique et environnementale) ont rappelé au plus grand nombre la force des interdépendances planétaires. Cette prise de conscience incite à prendre la mesure des différents visages de la mondialisation, conduisant une proportion grandissante d'individus à penser que ce qui arrive là-bas affecte ce qui se passe ici. Tout se passe comme si une réalité éclatait au grand jour, à savoir que les virus n'ont pas de frontière, que l'économie est mondialisée, et que nous habitons une même planète en partage.

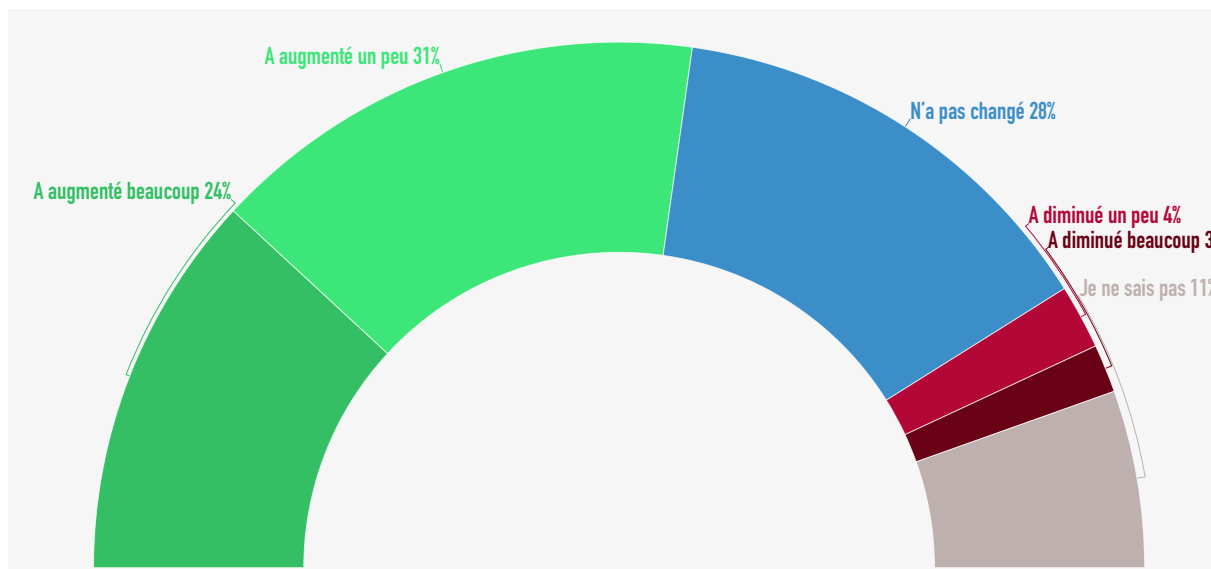
Dans le sillage de cette prise de conscience, on mesure ainsi que pour 55 % des Français-es, l'impact des problèmes mondiaux (changements climatiques, conflits armés, pandémies) sur leur vie quotidienne a augmenté « par rapport à il y a trois ans ». Seulement 7 % déclarent l'inverse.

Cet « impact sur la vie quotidienne » est plus souvent souligné par les personnes âgées de plus de 55 ans, soit +12 points de pourcentage par rapport aux 18-54 ans.



### PLUS DE LA MOITIÉ DES FRANÇAIS-ES ESTIME QUE LES PROBLÈMES MONDIAUX AFFECTENT PLUS LEUR QUOTIDIEN QU'IL Y A TROIS ANS

"En pensant aux problèmes mondiaux tels que le changement climatique, les conflits armés et les pandémies, pensez-vous que l'impact de ces problèmes sur votre vie quotidienne a augmenté, diminué ou est resté le même par rapport à il y a trois ans ? L'impact de ces problèmes sur ma vie quotidienne..."



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 septembre et le 4 novembre 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 6051 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)

## LA PERCEPTION DE L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE ICI ET LÀ-BAS

Dans le sillage de l'expérience de la pandémie de Covid-19, la perception de l'interdépendance entre les pays est apparue encore plus flagrante à partir du début de la guerre en Ukraine. Au-delà des frontières ukrainiennes, les conséquences de l'invasion par la Russie ont eu un impact sur tous les pays de la planète, affectant notamment les prix des denrées alimentaires et de l'énergie sans compter une inflation inédite affectant le pouvoir d'achat de chacun.

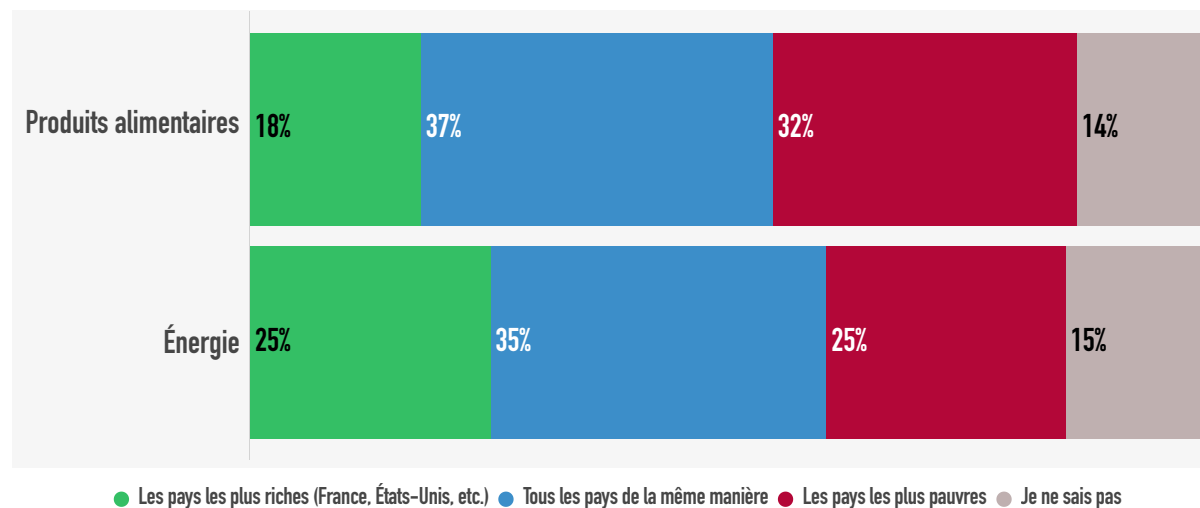
Il apparaît que pour un tiers des Français-es, les pays pauvres sont plus susceptibles de subir le manque et l'augmentation des prix des produits alimentaires.

D'une certaine manière, la distribution des réponses semble indiquer que l'information sur l'indisponibilité de certains produits alimentaires et les risques de famine, en Afrique notamment, a été relativement bien relayée par les médias et appropriée par les citoyens. Elle suggère également qu'en France, l'inflation a été particulièrement tangible en matière d'énergie.



### LES FRANÇAIS-ES REMARQUENT PARTICULIÈREMENT LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LE PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES

"En réfléchissant aux conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix et la disponibilité des produits alimentaires (par exemple le blé et le maïs), V.S de l'énergie (par exemple le pétrole, le gaz et l'électricité) dans le monde, quels pays seront, selon vous, les plus touchés par les conséquences de ce conflit ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 septembre et le 4 novembre 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 6051 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)

## LA RÉALITÉ DE L'INFLATION DANS LE MONDE



Si une augmentation des prix à la consommation est observée dans le monde entier depuis la pandémie de Covid-19 et le début de la guerre en Ukraine, tous les pays ne sont pas égaux face à cette réalité. Selon la *Banque mondiale*, en 2022, une inflation de 9,8 % a été enregistrée dans les pays à faible revenu, et de 9,1 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. En comparaison, les pays à revenu élevé ont connu une inflation de 7,6 %<sup>10</sup>.

Ce phénomène résulte en particulier d'une hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, et a notamment pour conséquence une *augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde*<sup>11</sup> : en 2019, 7,9 % de la population mondiale était en situation de sous-alimentation, contre 9,2 % en 2022, soit 122 millions de personnes supplémentaires en trois ans.

10 World Bank. « *Inflation, consumer prices (annual %)* ».

11 World Bank. « *Food Security Update* », juillet 2023.

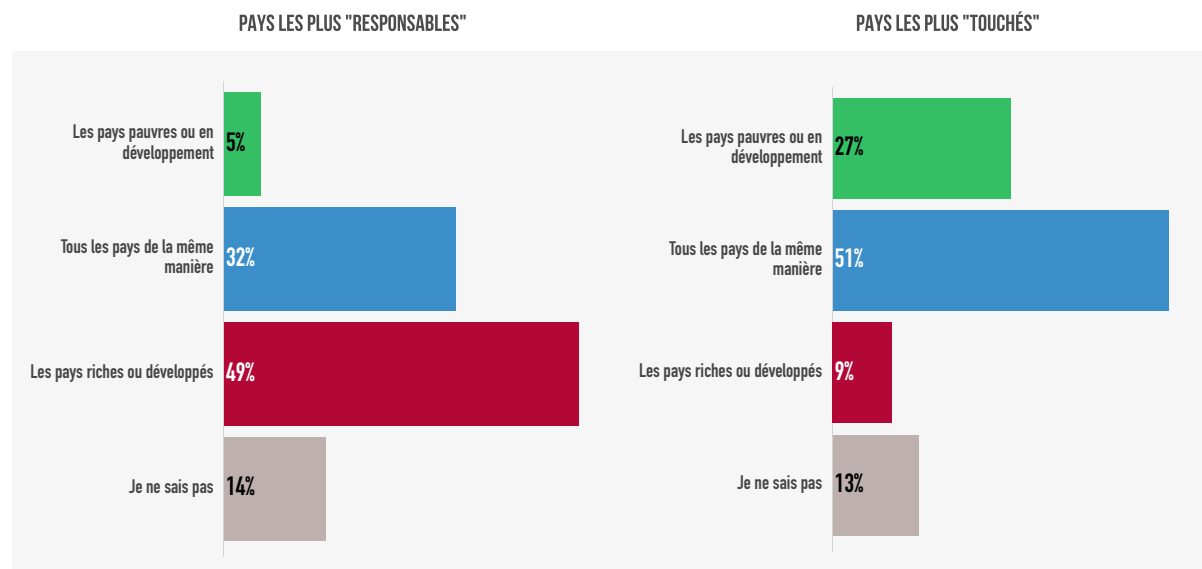
## LA DISTINCTION DES CAUSES ET CONSÉQUENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN FONCTION DES PAYS

**49%** des personnes interrogées en France reconnaissent que les pays à revenu élevé sont les plus responsables des changements climatiques. Si elles ne sont pas ignorantes des responsabilités du changement climatique (les pays à revenu élevé sont perçus comme plus responsables), elles restent néanmoins en deçà de la réalité lorsqu'il s'agit d'estimer l'injustice de ses conséquences (une majorité estime que tous les pays seront touchés de la même manière).



### LA MOITIÉ DES FRANÇAIS-ES CONSIDÈRE QUE LES PAYS RICHES SONT LES PLUS RESPONSABLES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

"En pensant au changement climatique, veuillez indiquer pour chacune des questions suivantes, quels pays, selon vous, sont les plus touchés et les plus responsables."



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 septembre et le 4 novembre 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 6051 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

## CE QUE RÉVÈLE LE GLOBAL CLIMATE RISK INDEX



Selon le rapport *Global Climate Risk Index 2021* publié par Germanwatch, « les pays moins développés sont généralement plus touchés que les pays industrialisés [par les conséquences du changement climatique]. (...) Les pays et territoires les plus touchés en 2019 sont le Mozambique, le Zimbabwe et les Bahamas.

Pour la période allant de 2000 à 2019, Porto Rico, le Myanmar et Haïti arrivent en tête. »<sup>12</sup>

<sup>12</sup> Eckstein, David, Vera Künzel, et Laura Schäfer. « *Global Climate Risk Index 2021 | Germanwatch e.V.* », 25 janvier 2021.

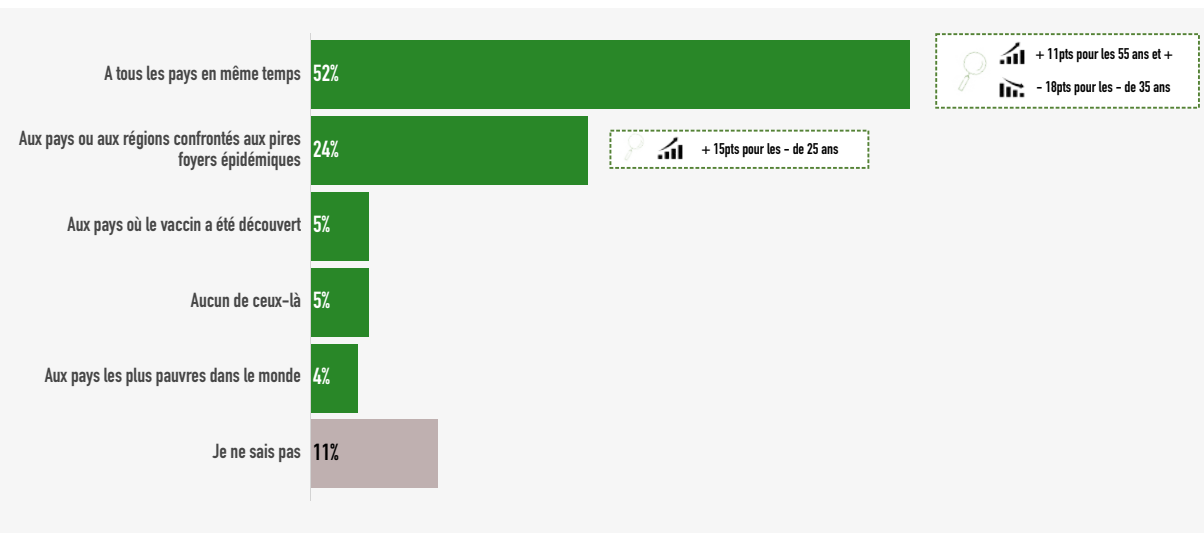
## LA PRISE DE CONSCIENCE QUE LES PANDÉMIES JUSTIFIENT UNE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En octobre 2020, soit en pleine pandémie de Covid-19 et avant la découverte des vaccins, 76 % des Français-es estimaient qu'un éventuel vaccin, lorsqu'il serait découvert, devrait bénéficier à tous les pays en même temps (52 %) ou être réservé aux pays confrontés aux pires foyers épidémiques (24 %). Il s'avère pour les personnes interrogées qu'en matière sanitaire, la rationalité ne fait pas bon ménage avec les égoïsmes nationaux. Tout se passe comme si les Français-es avaient entendu l'appel de l'OMS : pour régler une épidémie qui n'a par nature pas de frontière, tous les pays doivent faire preuve de solidarité.



### UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS-ES ESTIME QUE LES VACCINS DEVRAIENT ÊTRE ACCESSIBLES À TOUS LES PAYS SIMULTANÉMENT EN TEMPS DE PANDÉMIE

"Si un vaccin contre le Covid-19 était découvert et autorisé, à qui selon vous, devrait-il être proposé en premier ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 21 septembre au 12 octobre 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 6001 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)



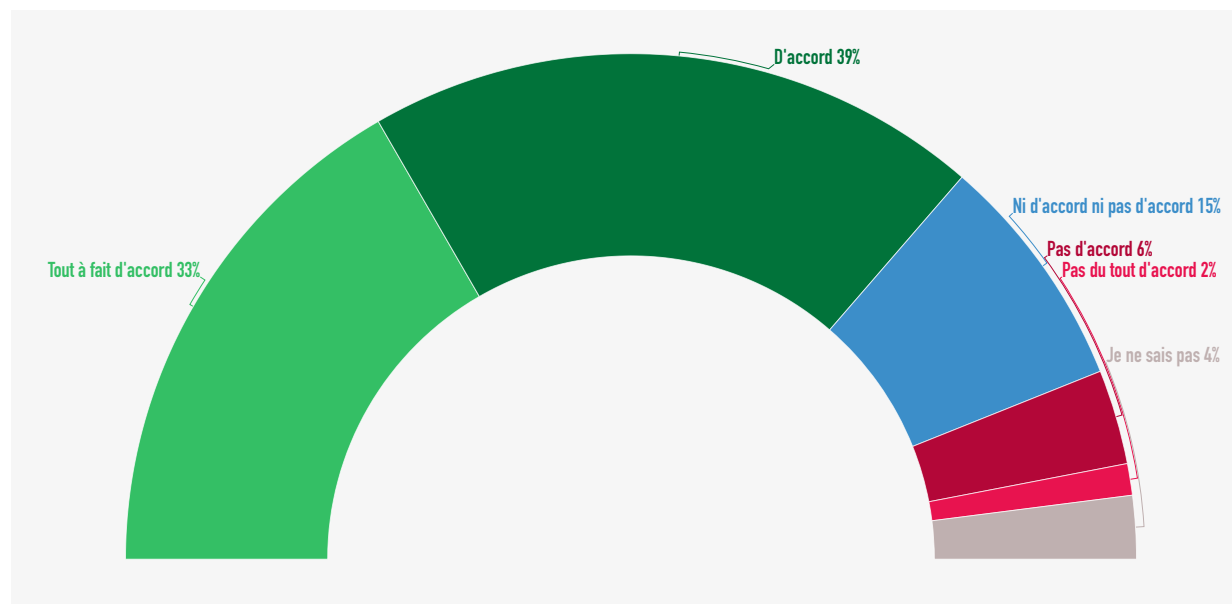
## LA CERTITUDE ACQUISE QUE LES ÉPIDÉMIES NE CONNAISSENT PAS LES FRONTIÈRES

En mai 2019, soit une année avant l'expérience partagée mondialement de la pandémie de Covid-19, 72 % des Français-es reconnaissaient déjà que les épidémies dans les pays en développement (ébola, sida, etc.) constituaient un risque pour la santé en Europe, soit une prise de conscience largement partagée d'un risque sanitaire mondialisé.



### PRÈS DES TROIS QUARTS DES FRANÇAIS-ES CONSIDÈRENT QUE LES ÉPIDÉMIES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT REPRÉSENTENT UN RISQUE POUR LA SANTÉ EN EUROPE

"Les épidémies dans les pays en développement (ébola, sida, etc.) représentent un risque pour la santé en Europe."



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

## L'ATTENTE D'UN MEILLEUR PARTAGE DU POUVOIR ENTRE PAYS RICHES, PAUVRES ET ÉMERGENTS

La prise de conscience des Français-es devant la nécessité de changer les règles du jeu en matière financière entre les pays pauvres et les pays riches tels que la France, a été mesurée en amont du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui s'est tenu courant juin 2023.

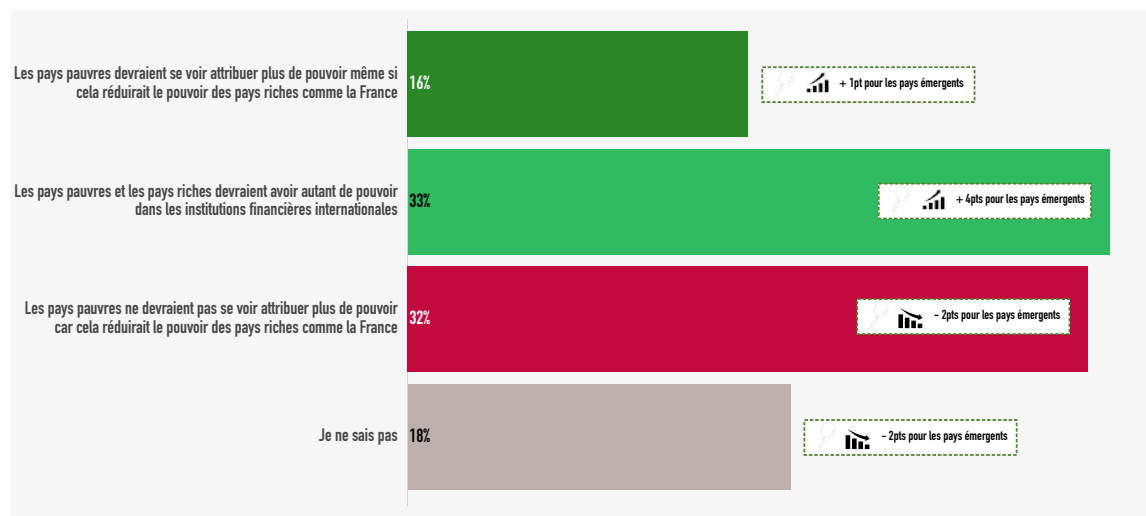
Un Français-es sur deux déclare soutenir le principe selon lequel les « pays pauvres » devraient se voir attribuer plus ou autant de pouvoir que les pays riches dans les institutions financières internationales (Banque mondiale ou FMI). Seul un tiers des répondants s'opposerait à cette idée. La distribution des réponses est semblable quand on suggère de redistribuer une partie du pouvoir aux « pays émergents ».



### LA MOITIÉ DES FRANÇAIS-ES ESTIME QUE LES PAYS PAUVRES ET ÉMERGENTS DEVRAIENT AVOIR PLUS DE POUVOIR AU SEIN DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

« Les pays riches ont généralement plus de pouvoir que les pays pauvres dans les institutions financières internationales (ex : le FMI, la Banque mondiale) quand il s'agit de prendre des décisions qui concernent l'économie mondiale.

Veillez indiquer si vous pensez que les pays pauvres (tels que le Niger, Haïti ou l'Éthiopie) et les pays émergents (tels que le Brésil, la Chine ou l'Inde) devraient ou ne devraient pas se voir attribuer plus de pouvoir dans les institutions financières internationales ? »



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 19 et le 25 mai 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 1001 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)

## RÉFORMER LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES



Encore récemment devant l'ECOSOC en juillet 2023, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, *s'est prononcé* en faveur d'une réforme des accords de Bretton Woods, soulignant un « système financier international défaillant »<sup>13</sup>. Ces discussions ont été abordées lors du *Sommet pour un nouveau pacte financier mondial*, les 22 et 23 juin 2023 à Paris, sans qu'aucune décision contraignante n'ait été prise.

Le système de Bretton Woods a été mis en place en 1944, au sortir de la seconde guerre mondiale, pour éviter une crise économique similaire à celle des années 1930, en organisant un système monétaire et financier international autour du dollar américain et autour de deux institutions : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), devenue Banque mondiale, et le Fonds Monétaire International (FMI). L'un des reproches attribué à ces deux institutions est qu'elles sont majoritairement dirigées par les pays les plus riches tandis que les pays au revenu faible supposés bénéficiaires des politiques de développement n'ont pas (ou peu) voix au chapitre.

<sup>13</sup> Nations unies. « *Devant l'ECOSOC, le Secrétaire général appelle à un « nouveau Bretton Woods » pour financer la course aux ODD avant qu'advienne l'irréparable* », 17 juillet 2023.

# 05.

## **POINTS DE VUE DES FRANÇAIS-ES SUR LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE ET LES MOTS POUR LE DIRE**

## AIDER AUTREMENT LES PAYS À FAIBLE REVENU

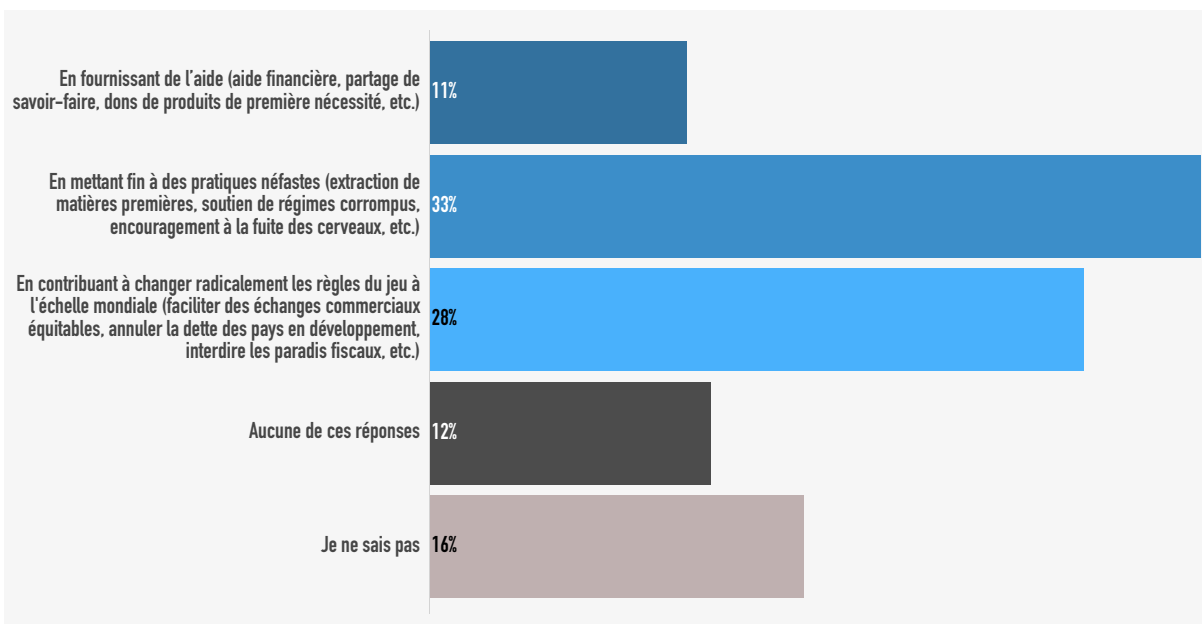
Interrogés sur la manière dont la France pourrait améliorer les conditions de vie dans les pays les plus pauvres, les Français-es divergent. Au-delà d'une aide matérielle ou un transfert de savoir-faire, soutenus par 11 % des personnes interrogées, un tiers estime que la meilleure manière d'aider les pays à faible revenu serait de mettre fin aux « pratiques néfastes », qu'elles soient économiques (extraction des matières premières), politiques (soutien aux régimes corrompus) ou culturelles (encouragement à la fuite des cerveaux). Cette réponse est la plus citée quels que soient les paramètres socio-démographiques des répondants.

La seconde option recueillant le plus d'attention (28 %) consisterait à changer radicalement les règles du jeu économiques et financières à l'échelle mondiale. Elle est particulièrement soutenue par les sympathisants de gauche et du centre (37 %), soit 14 points de plus que les sympathisants de droite.



### LES FRANÇAIS-ES NE S'ACCORDENT PAS SUR LES MEILLEURS MANIÈRES DONT LA FRANCE POURRAIT CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU

"En pensant aux actions que la France mène pour améliorer les conditions de vie dans les pays à revenu faible, quelle serait, selon vous, la meilleure façon qu'aurait le gouvernement français d'aider ces pays ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2070 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)

## NOMMER PRÉCISÉMENT LES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT ET FAIRE RÉFÉRENCE À L'IDÉE DE SOLIDARITÉ

**D**e nombreux acteurs considèrent qu'il importe de modifier les termes du débat au sein du secteur de la solidarité internationale et la manière dont on désigne certains enjeux : « aide », « développement », « pays pauvres », etc.

Ainsi, les personnes interrogées ont été invitées (à six reprises) à choisir entre deux options parmi une dizaine de mots ou d'expressions afin de déterminer leurs préférences sémantiques pour nommer à la fois l'aide publique au développement (l'APD), la manière dont le ministère en charge de la politique de développement pourrait être nommé, et la manière dont on pourrait qualifier autrement les « pays à faible revenu ».

### MÉTHODOLOGIE POUR COMPRENDRE LES CHOIX SÉMANTIQUES



Les personnes totalement indifférentes entre l'option A et l'option B, ont alternativement choisi l'une ou l'autre option par hasard (à chance égale on obtient donc un point d'indifférence à 50 %).

Les personnes qui avaient une préférence pour l'une ou l'autre des options ont exprimé leur préférence, à partir de laquelle on peut établir des statistiques. Si une option est choisie plus fréquemment par rapport au point d'indifférence (50 %), on peut alors considérer que cette expression est plus susceptible d'être appréciée par les personnes interrogées. Volontairement, les graphiques suivants montrent la différence de fréquence pour chaque option choisie en référence avec le point d'indifférence à 50 %. Par exemple, l'expression « pays à faible revenu » a été choisie 15 % plus souvent que les autres expressions.

## DÉSIGNER LES PAYS CONCERNÉS

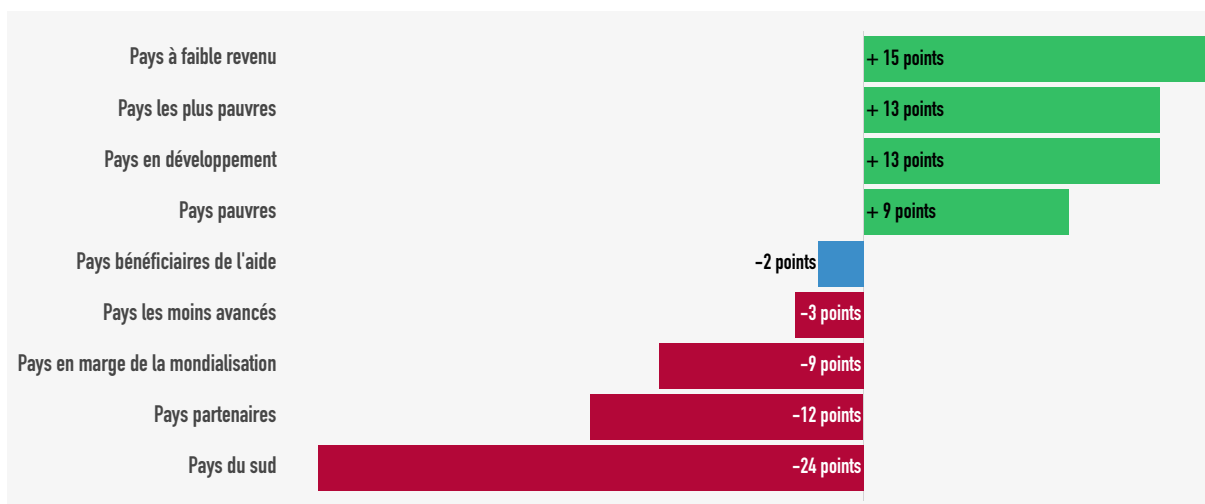
On remarque que les personnes interrogées en France expriment une préférence pour les formulations signifiantes précises permettant de comprendre la situation et/ou l'action menée.

Ainsi, l'expression « pays à faible revenu » est l'expression la plus souvent choisie, +15 % en moyenne par rapport aux autres expressions pour désigner les pays « pauvres » ou « en développement ».



### LES EXPRESSIONS « PAYS À FAIBLE REVENU », « PAYS LES PLUS PAUVRES » ET « PAYS EN DÉVELOPPEMENT » CHOISIES EN MAJORITÉ PAR LES FRANÇAIS POUR DÉSIGNER LES PAYS OÙ LE NIVEAU DE PAUVRETÉ EST ÉLEVÉ

"Il existe de nombreuses manières de désigner les pays du monde où le niveau de pauvreté est élevé. Veuillez choisir l'expression qui, selon vous, décrit le mieux ce type de pays, même si ni l'une ni l'autre ne vous convient parfaitement."



● Plus de chance d'être choisie comme une bonne appellation ● Pas d'écart significatif ● Moins de chance d'être choisie comme une bonne appellation

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2070 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcmmslab.org](https://www.devcmmslab.org)

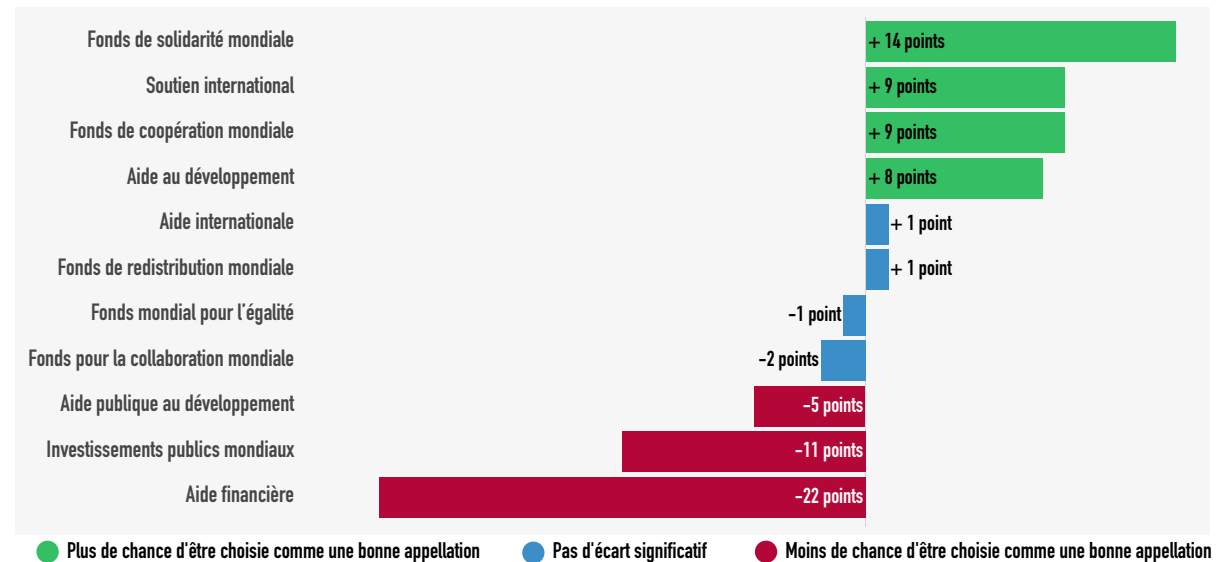
## NOMMER L'AIDE

Pour désigner « l'aide que la France apporte aux pays pauvres à l'échelle du monde », les Français-es choisissent en priorité une dénomination de l'aide signifiant l'intention (soutenir, solidarité, coopérer, aider) davantage que le moyen (finance, investissement).



### LES FRANÇAIS-ES OPTENT POUR UNE DÉSIGNATION DE L'AIDE AUX PAYS PAUVRES EXPRIMANT SOLIDARITÉ, SOUTIEN ET COOPÉRATION

"Nous aimerions que vous réfléchissiez à l'aide que la France apporte aux pays pauvres à l'échelle du monde. Quel serait, selon vous, le meilleur nom pour désigner cette aide ?"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2070 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)



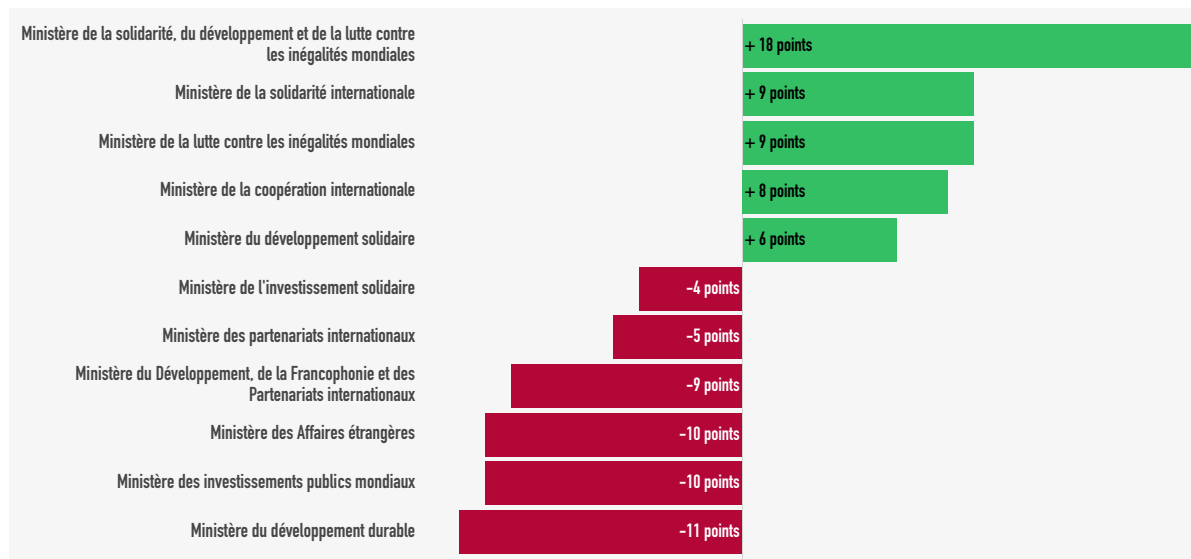
## DÉNOMMER LE MINISTÈRE EN CHARGE DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Quand il s'agit de nommer le ministère en charge des politiques de développement, les appellations qui mentionnent la notion de solidarité et d'inégalités mondiales ont plus de chance d'être choisies.<sup>14</sup>



### UN MINISTÈRE EN CHARGE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DEVRAIT ÊTRE DÉSIGNÉ PAR LES NOTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES SELON LES FRANÇAIS-ES

"Nous vous invitons à réfléchir aux efforts fournis par la France pour lutter contre les inégalités dans le monde et protéger l'environnement. Selon vous, quel serait le meilleur nom pour désigner un ministère qui serait en charge de coordonner ces efforts au sein du gouvernement français ?"



● Plus de chance d'être choisie comme une bonne appellation ● Moins de chance d'être choisie comme une bonne appellation

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2070 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.devcommslab.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)

<sup>14</sup> Actuellement dénommé Secrétariat d'État chargé du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux.

## SOLIDARITÉ, PARTENARIAT ET COOPÉRATION : LA RECETTE IDÉALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ?

À partir d'une liste de mots, soit à connotation négative (Françafrique, exploitation, chacun pour soi, néocolonialisme, etc.), soit à connotation positive (solidarité, entraide, etc.), soit à connotation économique (développement, d'investisseurs à investisseurs) soit plus neutre (partenariat, coopération, etc.), les panélistes ont été invités à sélectionner les trois mots ou expressions susceptibles de qualifier la relation entre la France et des pays du continent africain cités aléatoirement dans le questionnaire (Sénégal, Nigéria, Mali ou Algérie).

Dans un premier temps, il s'agissait de qualifier la relation actuelle et dans un deuxième temps, de qualifier ce que devrait être (dans le futur) la relation entre la France et ces pays.

Les mots *solidarité*, *partenariat* et *coopération* sont tous les trois sélectionnés en priorité, qu'il s'agisse de signifier ce que sont ET ce que devraient être les relations entre la France et les pays africains tels que le Sénégal, le Nigéria, le Mali ou l'Algérie.

### LA FRANÇAUFRIQUE À L'HEURE DES COUPS D'ÉTAT SUR LE CONTINENT AFRICAIN



Les données présentées ici émanent d'une enquête effectuée en juin 2022, soit quelques mois avant les différents coups d'État qui ont jalonné la vie politique de plusieurs pays d'Afrique francophone (Niger, Gabon...), pendant lesquels des sentiments anti-français et anti Françafrique ont été abondamment commentés.

On notera que la qualification « Françafrique » arrive en cinquième position (en agglomérant les réponses obtenues relatives aux quatre pays mentionnés aléatoirement dans la question) pour désigner ce que sont les relations aujourd'hui entre la France et les pays africains, et en septième position pour exprimer ce que devraient être ces relations dans le futur.

## DIVERGENCES DE VISIONS SUR LA MANIÈRE DE PENSER LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS D'AFRIQUE

### LES RELATIONS TELLES QU'ELLES SONT PERÇUES AUJOURD'HUI

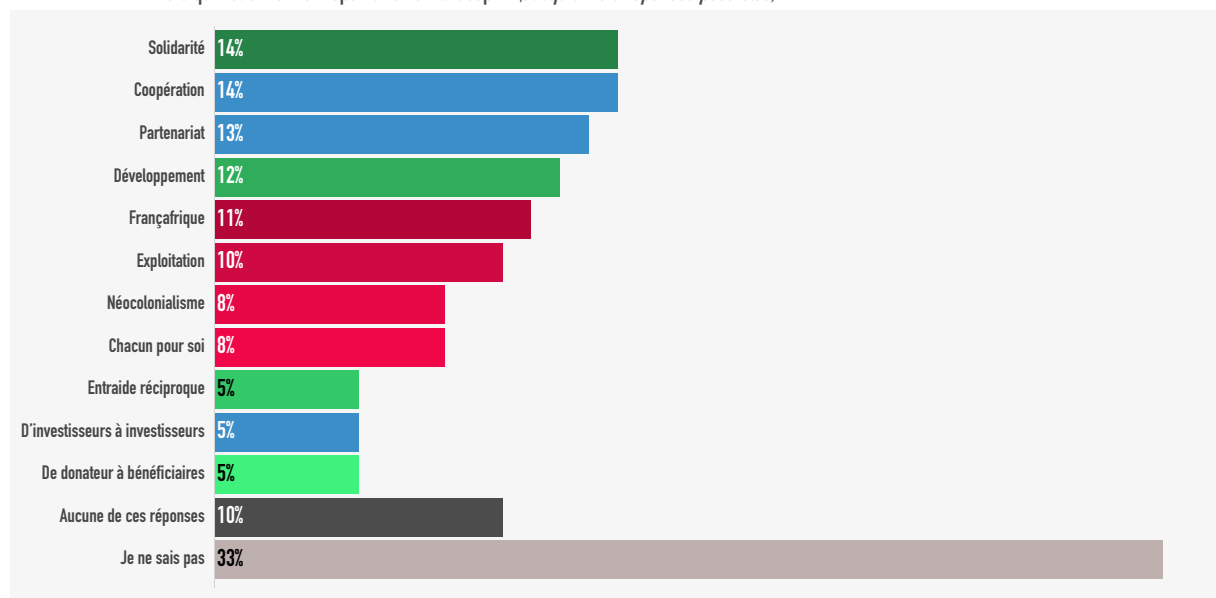
Les mots choisis pour décrire ce qu'est la relation aujourd'hui entre la France et les pays d'Afrique permettent d'identifier trois groupes thématiques :

- Ce qui traite et/ou cite la notion de développement (réponses choisies par 52 % des personnes interrogées) : les expressions choisies comprennent également les mots solidarité, coopération, et partenariat.
- Ce qui suggère l'exploitation et le néocolonialisme (36 %) : les relations sont vues selon toutes les déclinaisons de la « Françafrique ».
- Ce qui relève de la notion d'investissement (12 %) : ce sont les relations de type investisseurs à investisseurs susceptibles d'être perçues comme des relations purement d'ordre économique.



### LES FRANÇAIS-ES OSCILLEN ENTRE SOLIDARITÉ ET EXPLOITATION POUR DÉCRIRE LA RELATION ACTUELLE ENTRE LA FRANCE ET CERTAINS PAYS D'AFRIQUE

"En pensant aux relations que la France entretient aujourd'hui avec le (Sénégal, Mali, Algérie ou Nigeria), veuillez sélectionner le ou les mots qui vous viennent spontanément à l'esprit. (Jusqu'à trois réponses possibles)"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2070 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommslab.org](https://www.devcommslab.org)

## LES RELATIONS TELLES QU'ELLES DEVRAIENT ÊTRE DANS LE FUTUR

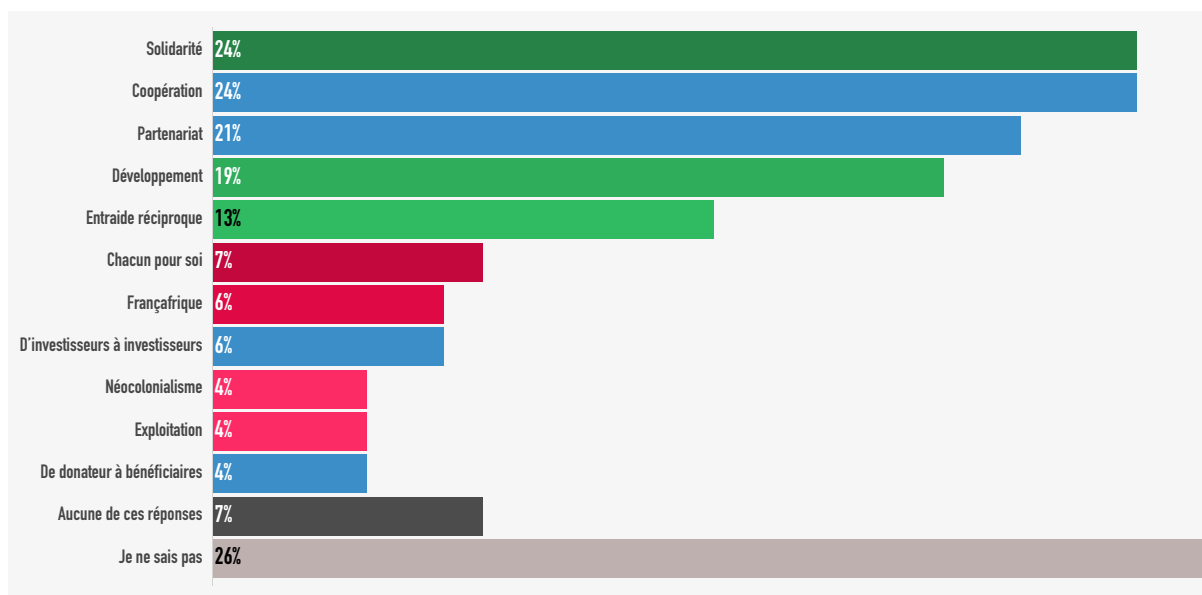
Les mots choisis pour décrire ce que devraient être les relations entre la France et les pays d'Afrique dans le futur, permettent d'identifier deux groupes thématiques :

- Une vision de coopération (réponses choisies par 68 % des personnes interrogées) : les mots-clés de ce groupe sont : partenariat, coopération et solidarité. C'est la recherche d'une relation équitable d'égal à égal.
- Une vision d'exploitation (32 %), illustrée principalement par les mots Françafrique, exploitation et néocolonialisme. Ces mêmes personnes sont aussi nombreuses à mentionner la relation d'investisseurs à investisseurs et le chacun pour soi.



### RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS D'AFRIQUE : LES FRANÇAIS-ES ASPIRENT À DAVANTAGE DE COOPERATION

"En pensant aux mots qui décrivent la relation que la France devrait avoir avec le (Sénégal, Mali, Algérie ou Nigéria) veuillez sélectionner le ou les mots qui vous viennent spontanément à l'esprit. (Jusqu'à trois réponses possibles)"



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2023) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 7 et le 15 juin 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2070 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : [www.devcommlab.org](https://www.devcommlab.org)

# CONCLUSION

**A** lors que les Nations unies tentent, coûte que coûte, de remobiliser l'ensemble de la communauté internationale autour de l'Agenda 2030 et ses 17 défis à surmonter collectivement d'ici 2030, force est de constater que leur appropriation citoyenne en France demeure limitée, huit ans après leur adoption.

C'est ce que révèlent, années après années, nos enquêtes d'opinion menées de 2019 à 2023 avec UCL et Birmingham University dans le cadre du projet de recherche-action Development Engagement Lab.

Pourtant, les aspirations affirmées des Français et des Françaises à un monde plus juste, à une redistribution des richesses mondiales et à la protection du climat et de la planète mériteraient qu'on s'y arrête.

En dépit des turbulences du monde et d'une polarisation du débat public, tout se passe comme s'il existait une exception française,

que l'on songe au soutien à « l'aide au développement » à destination des populations les plus vulnérables de la planète, à l'action que la France devrait mener pour soutenir l'égalité femmes-hommes dans le monde et un égal accès à la santé pour le plus grand nombre, voire à l'adoption de taxes internationales pour lutter contre la pauvreté et les dérèglements climatiques.

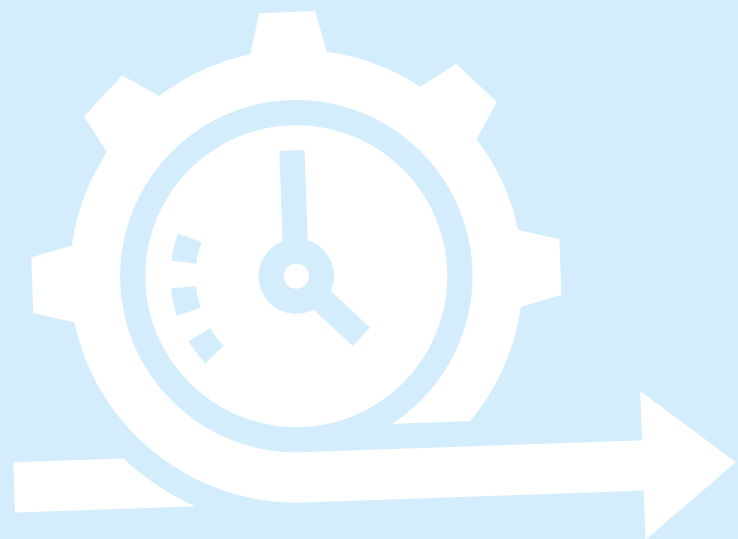
Nos enquêtes témoignent que face à l'accroissement des inégalités, aux violations des droits humains, à la dégradation de la planète, une partie non négligeable de Français aspirent, de manière latente, à plus de régulation, à plus de solidarité, à plus d'action.

Tenir le cap des Objectifs de développement durable suppose des bouleversements conséquents, qu'ils soient politiques, économiques, financiers, philosophiques et comportementaux à l'échelle individuelle, locale, nationale, régionale et internationale.

Face à l'immensité de la tâche, de nombreuses initiatives visant à mobiliser les citoyens sur cet agenda commun ont vu le jour, certaines connaissant de réels succès, notamment en faveur du climat.

Passer de la préoccupation individuelle à l'action à travers l'expression d'une citoyenneté mondiale suppose une plus grande compréhension des enjeux et de nos interdépendances par le plus grand nombre.

C'est dans ce cadre qu'avec de nombreux acteurs de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, Focus 2030 entend inciter les journalistes et relais d'opinion à mieux couvrir les grands défis planétaires, à sensibiliser les décideurs aux actions menées par les organisations internationales et à informer les citoyennes et les citoyens sur le rôle de l'ONU, des gouvernements, des entreprises, des collectivités locales, des ONG et des individus.



# MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes du projet *Development Engagement Lab* (DEL, 2018-2024) sont réalisées par l'institut de sondage *YouGov* dans quatre pays : France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis.

YouGov est un cabinet d'études de marché fondé en 2000 au Royaume-Uni, comprenant 31 bureaux dans 21 pays, dont la France depuis novembre 2011. YouGov dispose d'un panel de 5 millions de personnes à travers 28 pays, de tout âge, genre et groupes socio-économiques. Ce panel permet de constituer des échantillons représentatifs des populations nationales. En France, le panel de YouGov comprend près de 175 000 personnes.

En savoir plus [ici](#).

### ► **Méthode d'enquête retenue pour le Development Engagement Lab (DEL)**

YouGov mène ses enquêtes en ligne en utilisant un système appelé « échantillonnage actif ». Lors de l'utilisation de l'« échantillonnage actif », des restrictions sont mises en place pour garantir que seules les personnes contactées sont autorisées à participer. Cela signifie que toutes les personnes qui répondent aux sondages YouGov sont sélectionnées par

YouGov, à partir du panel des utilisatrices et utilisateurs enregistré-es, et que seul-es celles et ceux qui sont sélectionné-es à partir de ce panel sont autorisé-es à participer au sondage.

### ► **Qui sont les répondant-e-s qui participent aux enquêtes DEL ?**

Les membres du panel sont recruté-es selon diverses sources, notamment par le biais de publicités classiques et de partenariats stratégiques organisés sur un large éventail de sites web. Lorsqu'une nouvelle personne est recrutée dans le panel, de nombreuses informations socio-démographiques sont enregistrées à partir d'une enquête. Les répondant-es recruté-es dans un panel disposent d'un identifiant et d'un mot de passe et ne peuvent répondre qu'une seule fois à chaque enquête en ligne.

### ► **L'analyse des données**

Une fois l'enquête terminée, les données finales sont ensuite pondérées statistiquement selon le profil national de tous les adultes de 18 ans et plus. La pondération est réalisée par âge, sexe, classe sociale, région, niveau d'éducation, vote des sondé-es lors des élections précédentes et orientation politique. L'« échantillonnage actif » garantit que les bonnes personnes sont représentées dans les bonnes proportions. En

combinaison avec une pondération statistique, cet échantillonnage garantit des résultats représentatifs de l'ensemble de la population du pays en question (y compris celles et ceux qui n'ont pas accès à internet).

### ► **La rémunération du sondage en ligne**

En répondant à des sondages sur YouGov, les utilisatrices et utilisateurs gagnent des « points YouGov ». En fonction de la taille du sondage, le fait de participer à 10 ou 15 enquêtes différentes permet de gagner environ 400 points. 5000 points ont une valeur approximative de 56 euros (50€). Il faut atteindre 5000 points minimum avant d'espérer toucher une quelconque rémunération.

### ► **Marge d'erreur**

La marge d'erreur retenue pour cette enquête DEL est de  $\pm 2\%$ .

Plus d'informations sur la méthodologie sur [www.focus2030.org](http://www.focus2030.org)

## LE PROJET DEVELOPMENT ENGAGEMENT LAB (DEL)

Le Development Engagement Lab (DEL) est un projet de recherche-action courant sur cinq années (2018-2023) pour mesurer les attitudes, les opinions, les ressentis, les connaissances et l'engagement du public envers le développement des pays les plus pauvres, les objectifs de développement durable et la solidarité internationale. Les enquêtes menées portent sur la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

DEL est un programme de recherche tourné vers les besoins de partenaires de la société civile avec lesquels ces outils de recherche sont coproduits avec Focus 2030, c'est-à-dire en impliquant plus de 30 ONG

de développement international ainsi que des agences et institutions gouvernementales. DEL vise à mieux comprendre les moteurs de l'engagement et à améliorer les actions de communication et de sensibilisation sur les enjeux de développement international.

Le travail d'enquête par sondage est effectué par YouGov et toutes les données sont pondérées pour être représentatives de la population adulte au niveau national.

DEL est financé par une subvention de la Fondation Bill & Melinda Gates et est dirigé par la professeure Jennifer Hudson (University College London) et le professeur David Hudson (University of Birmingham).





## Focus 2030

---

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement,
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement,
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France, en Italie et en Espagne.

---

### Usage des données

Les données et analyses DEL constituent des biens publics et peuvent être utilisées et partagées avec la citation appropriée.

### Pour citer ce rapport

Gaillard, A., Morini, P., Torre, F., Hudson, J., Hudson, D., Oh, S., Septembre 2023. Perception des grands défis planétaires et connaissance des Objectifs de développement durable par les Français-es à mi-parcours de l'Agenda 2030 - Londres : Development Engagement Lab - Paris : Focus 2030.

### Directeur de publication

Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030

[WWW.FOCUS2030.ORG](http://WWW.FOCUS2030.ORG)



# BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PERCEPTION DES GRANDS DÉFIS PLANÉTAIRES ET CONNAISSANCE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LES FRANÇAIS-ES À MI-PARCOURS DE L'AGENDA 2030 FOCUS 2030

---

ÉDITION SEPTEMBRE 2023